*JEAN ALAZARD*

# COMMUNISME ET "FASCIO" EN ITALIE

Préface de M. JEAN BOURDEAU
MEMBRE DE L'INSTITUT



ÉDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1922



# COMMUNISME

ET

# " FASCIO "

*JEAN ALAZARD*

# COMMUNISME ET "FASCIO" EN ITALIE

Préface de M. JEAN BOURDEAU
MEMBRE DE L'INSTITUT



ÉDITIONS BOSSARD
43, RUE MADAME, 43
PARIS
1922

# PRÉFACE

*Des trois grandes nations sorties victorieuses de la guerre, la France s'est montrée la plus tranquille, l'Italie, la plus troublée par les luttes de classes, au point qu'elle a pu se croire à la veille d'une révolution d'après le modèle de la Russie. M. Alazard, qui possède une connaissance approfondie des hommes et des choses d'au delà des Alpes, expose, d'après nature, les causes, les péripéties, les résultats de cette agitation, de ces soulèvements populaires, de ces épidémies sociales, la force respective des partis de gouvernement et d'opposition et l'influence qu'ils peuvent exercer sur la politique italienne.*

*L'Italie n'a pas recueilli de la victoire tous les fruits qu'elle en espérait, elle a jugé qu'elle n'avait pas été aussi bien traitée que les autres alliés. La guerre ne l'a pas enrichie. Son industrie souffre de sa privation de gise-*

*ments de charbon, de fer, de matières premières. La classe ouvrière, moins bien partagée que dans les principaux pays industriels, exige des réformes. Les paysans n'ont pas retiré de l'état de guerre les mêmes bénéfices qu'en France, la plus grande part des profits étant allés aux grands possesseurs des terres.*

*De cet état de choses il est résulté que les deux partis qui s'étaient opposés à l'entrée en guerre de l'Italie, ou qui ne l'avaient acceptée qu'à contre cœur, les socialistes et les catholiques, voyaient grandir leur popularité.*

*De même que les autres fractions de l'Internationale ouvrière, le parti socialiste italien se compose d'intellectuels et de prolétaires. En excluant les francs-maçons, en* 1914, *il dénonçait l'alliance des radicaux bourgeois. Dès* 1912 *il répudiait toute collaboration ministérielle. Fortifié de l'élément syndical par son étroite union avec la C. G. T., si jalouse en France de son indépendance à l'égard des politiciens, il maintenait aussi pur que possible son caractère de classe. La révolution russe, à ses débuts, exaltait son intransigeance, et abusait les masses ouvrières et paysannes, qui se voyaient déjà, comme en Russie, maîtresses et bénéficiaires du pouvoir. Il suffisait d'un coup d'épaule pour renverser la société capitaliste.*

*Aux élections du* 16 *novembre* 1919, *sous le ministère Nitti, fonctionnait pour la première fois le suffrage universel avec représentation proportionnelle, mode de*

*scrutin très favorable aux minorités, aux partis qui maintiennent par nature entre leurs membres, en dehors des urnes, une permanente et étroite solidarité, c'est-à-dire aux socialistes et aux catholiques. Les socialistes entraient à la Chambre au nombre de* 156. *Dès la première séance, tandis que* 300 *voix acclamaient le roi,* 124 *poussaient le cri de : « Vive Lénine » et faisaient présager les scènes orageuses, l'obstruction, les violences inouïes dont le Parlement allait devenir le théâtre.*

*Parallèlement les grèves se multipliaient, se généralisaient, grèves de cheminots, d'employés d'État, d'ouvriers industriels, en même temps que les grèves agraires qui éclataient périodiquement avant la guerre, spéciales à l'Italie, pays de grande propriété, de* Latifundia, *comme il en existait en France sous l'ancien régime. La petite propriété, cet élément stable qui a permis à la France de résister aux tourmentes de* 1848 *et de* 1871, *et à l'ébranlement général causé par la guerre, manque à l'Italie. Les paysans ruraux abandonnaient fermes et bétail ou s'emparaient des terres incultes. Par le décret du* 2 *septembre* 1919, *M. Nitti en autorisait l'occupation, et ouvrait en Italie la voie aux lois agraires où la Roumanie et la Pologne se sont engagées hardiment.*

*De leur côté les ouvriers des villes se rendaient maîtres des usines. M. Giolitti qui avait dû prendre, en pleine tempête, le gouvernail des mains de M. Nitti, les en laissait*

*disposer pendant quelque temps, dans le double but de réduire d'une part l'opposition des grands industriels, hostiles à sa politique fiscale, et de faire éclater d'autre part l'incapacité des classes ouvrières à diriger la production. L'épreuve une fois faite, les ouvriers, écartés de la direction des entreprises, auront voix au chapitre dans les conseils d'usine.*

*Durant les années* 1919 *et* 1920 *la vague révolutionnaire ne faisait que s'enfler. Trois grandes villes, Naples, Florence, Turin avaient élu des administrations communistes. Des comités rouges commençaient à fonctionner ici et là. C'est alors que les fascistes entrent en scène. Les étudiants, la haute et moyenne bourgeoisie, estiment que l'heure est venue de suppléer à la faiblesse des pouvoirs publics, de combattre les Communistes par leurs propres armes, la terreur, le fer et le feu. Dans ses* réflexions sur la violence, *Georges Sorel, le théoricien socialiste si admiré en Italie, appelle au combat non seulement les socialistes, mais aussi les bourgeois qu'il adjure de se défendre, afin de stimuler l'ardeur de leurs mortels ennemis. Les fascistes, comme l'Orgesch en Allemagne, ont pris l'offensive sous la direction de Mussolini, ancien socialiste, devenu dès le début de la guerre un surpatriote à l'école de d'Annunzio. Il déclarait aux communistes une guerre au couteau. On voyait ceux-ci dans l'humiliante posture de se faire protéger par les carabiniers et*

*les gardes royaux. On lira dans le livre de M. Alazard le récit de ces journées de mars* 1921 *qui ensanglantèrent les faubourgs de Florence, la ville du lys rouge, du* quieto vivere *; elles évoquent le souvenir des Guelfes et des Gibelins. Des troubles analogues viennent de se produire en novembre à Rome.*

*L'armée socialiste semblait présenter à l'adversaire un front uni. Les dictateurs de Moscou allaient y semer, comme partout ailleurs, la discorde et préparer les scissions. Au Congrès de Livourne, en* 1921, *leurs insolentes prétentions divisaient le parti. Serrati et les majoritaires n'osaient rompre avec Moscou, mais ils se refusaient à courber la tête sous le joug, et prétendaient n'entrer dans la* 3^e^ *Internationale que sur un pied de libre égalité avec les camarades de Russie. Isolés, réduits à leurs propres forces, les communistes ne comptaient que quatorze membres élus à la nouvelle Chambre. Les socialistes aux nombre de* 120, *perdaient quelques sièges. Les succès parmi eux venaient aux réformistes, Turati, honni comme un transfuge, avait obtenu à Milan trois cent mille voix.*

*Les libéraux démocrates s'étaient flattés de vaincre avec les fascistes. Ceux-ci obtenaient peu de succès devant le corps électoral. En revanche les élections se révélaient particulièrement favorables aux Catholiques : de* 97 *ils passaient au chiffre de* 107 *députés. De même qu'avec*

*M. Giolitti, ils acceptaient de collaborer avec son successeur, M. Bonomi. Le gouvernement ne saurait, dans les circonstances présentes, se passer de leur concours. A leur récent Congrès de Venise, don Sturzo, fondateur de ce parti des* popolari, *d'abord toléré, à partir de* 1904, *puis autorisé par le Vatican, a réussi à maintenir l'unité, bien qu'il se compose, comme en Allemagne, de classes mêlées, dont les intérêts s'opposent, bourgeois et éléments populaires en bien plus grand nombre. D'après une intéressante correspondance de M. Pernot dans les* Débats [1] *don Sturzo a donné un coup de barre à gauche, en prévision d'une plus ou moins proche alliance avec les socialistes réformistes et les syndicalistes assagis, persuadé qu'il est de l'influence croissante que ces derniers semblent destinés à exercer sur le gouvernement de tous les États, une fois qu'ils auront acquis la personnalité juridique, et, se bornant à leurs aspirations économiques, dépouillé ou atténué l'esprit révolutionnaire. Les* popolari *se montrent de même chauds partisans de la démocratie rurale, de la propriété paysanne. N'oublions pas enfin, comme le remarque M. Alazard, que l'anticléricalisme est inconnu des Italiens. Le parti catholique ne serait-il pas susceptible, le cas échéant, d'exercer sur la politique intérieure du pays, ce rôle d'arbitre dévolu au Centre alle-*

(1) 6 novembre 1921.

*mand du Reichstag ? Justement le Centre a envoyé au Congrès de Venise un message de sympathie et d'affinité.*

*Tel est, réduit à ses lignes essentielles, le tableau vivant de la crise si grave, et à certains moments si inquiétante, que l'Italie vient de traverser, que nous retrace la main experte de M. Alazard. Un régime sur le modèle asiatique, tel que le rêvent les communistes, n'aurait pas chance de durer quinze jours, chez un peuple qui a derrière lui tant de siècles de vie politique, alors que les Moscovites émergent à peine de la barbarie où ils voudraient plonger le monde entier.*

*La conclusion de cette étude ne peut être qu'un vœu pour que le gouvernement de M. Bonomi ait l'énergie de mettre à la raison ses extrémistes de gauche et ses forcenés de droite que nous avons vus à l'œuvre à Venise, à Milan, et tout récemment à Naples, à Turin et ailleurs, et de soustraire l'opinion publique à l'influence des fascistes, afin qu'elle cesse de rendre la France responsable des déceptions de notre sœur latine et d'en faire une sœur ennemie.*

JEAN BOURDEAU.



# CHAPITRE PREMIER

## LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

*Les « déceptions » de l'Italie. — L'impopularité de l'Entente : La chute du ministère Orlando. — La personnalité de M. Nitti.*

La chute — un peu brusque — du Cabinet Orlando (mai 1919) fit comprendre aux Français un fait dont ils ne s'étaient peut-être pas rendu compte jusqu'alors : que l'Italie n'était pas satisfaite de la Conférence de la Paix.

L'opinion publique italienne était mécontente, très mécontente : voilà ce qui sautait aux yeux.

Comment était-on arrivé à une crise pareille? Comment ceux qui étaient partis avec tant d'enthou-

siasme en mai 1915 se retrouvaient-ils, après quatre ans de luttes, si tristes et si désenchantés ?

Quiconque a vécu en Italie durant les mois pénibles de la neutralité italienne sait parfaitement que ce ne sont pas de vains marchandages qui ont poussé le peuple italien à entrer en guerre. L'émoi de l'opinion publique, lorsqu'elle sut ce que proposaient certains hommes politiques, eut les répercussions les plus grandioses. Que l'on sache bien, une fois pour toutes, en France, que c'est la « piazza » qui a imposé la guerre, que sans les manifestations de Rome, de Milan et des grandes villes italiennes, le ministère Salandra n'aurait pas vécu... Or « la piazza » n'avait pas fait de calculs. Elle était allée d'instinct vers ceux dont l'indépendance était gravement menacée : les malheurs de la Belgique et de la France envahies avaient profondément secoué les cœurs italiens. Il ne faut pas oublier cet enthousiasme avec lequel l'Italie s'est unie à l'Entente. On savait très bien que pas un bataillon italien n'aurait voulu marcher contre la France, alors qu'au contraire la guerre contre l'Autriche devint facilement populaire. Tant que dura la guerre, l'opinion publique et la majorité de la presse furent pleines de sympathie pour la France. Ceux qui avaient défendu la poli-

tique du « parecchio » ne pouvaient que se taire.

Arriva l'heure des négociations. La situation du gouvernement italien n'était pas semblable à celle des autres gouvernements. En France il y avait eu unanimité au moment de la mobilisation générale ; personne n'avait protesté, tellement le danger était imminent.

Mais en Italie l'ancien parti interventiste était sans cesse harcelé par les neutralistes de mai 1915, et c'est un miracle que la retraite d'octobre-novembre 1917 n'ait pas eu de plus tristes conséquences sur le moral d'un pays qui était divisé sur la question fondamentale : la nécessité de la guerre. La victoire des armes ne suffisait pas. Il fallait pouvoir montrer les gages de cette victoire, les avantages pour l'avenir. Sans quoi on diminuait l'autorité et le prestige de ceux qui avaient voulu la guerre.

L'Italie, pays pauvre, a besoin d'un solide appui financier. Économiquement elle est à peu près ruinée ; elle n'a pas ou presque pas de gisements de fer ; toute sa vie industrielle dépend de l'importation des matières premières. Elle est, à ce point de vue, dans une situation d'infériorité.

Pour ne pas faire regretter à l'Italie son entrée en guerre, on devait la traiter avec autant de sollicitude

que les autres Alliés. Elle était loin d'avoir autant souffert que la France, qui avait vu son industrie du Nord complètement ruinée — ce qu'on ne sait pas assez en Italie — mais elle avait beaucoup souffert cependant ; et ses malheurs lui étaient d'autant plus pénibles que tout un parti avait voulu les lui éviter.

Or, l'Italie eut l'impression — très forte — qu'on ne tenait pas assez compte des sacrifices qu'elle avait faits. Et de cette impression désagréable les anciens neutralistes tirèrent tout le profit possible. Les anciens interventistes, se croyant abandonnés par les Alliés — dont ils attendaient tant, peut-être trop — durent laisser la place aux autres. La crise ministérielle qui porta M. Nitti au pouvoir fut faite, non contre M. Orlando, mais contre l'Entente.

M. Nitti avait derrière lui une opinion publique très montée contre les Alliés ; il devait, avec son ministre des Affaires étrangères, M. Tittoni, s'efforcer de calmer les esprits et convaincre la France et l'Angleterre de certaines vérités. Sa besogne était difficile.

Les historiens essaieront un jour de démêler ce qu'il y eut de bon et de mauvais dans la diplomatie de MM. Orlando et Sonnino. Le brusque retour de M. Orlando à Rome fut-il très opportun ? Au lieu de ce coup de tête, il aurait peut-être fallu, les mois pré-

cédents, plus de souplesse et d'énergie. Ce voyage, aller et retour, ne fit d'ailleurs que précipiter les événements. Depuis plusieurs semaines, l'Italie se sentait mal à son aise ; elle avait conscience qu'on ne lui donnait pas à la Conférence de la Paix la place à laquelle elle avait droit. C'est ce qui lui fut le plus pénible. On crut que la question de Fiume était, pour elle, la question essentielle ; on trouva étrange que, pour un port, les passions se fussent à ce point exaspérées. Mais Fiume n'était qu'un symbole. L'Italie ne comprenait pas pourquoi les Alliés traitaient avec tant de bienveillance des peuples qui, hier encore, étaient ses ennemis, et pourquoi, dans une controverse aussi grave, les Croates rencontraient autant de sympathies que les Italiens.

Un Croate est pour un Italien à peu près ce qu'un Allemand est pour un Français ; jusqu'à la formation de l'Unité italienne, les soldats croates furent les plus implacables serviteurs de l'absolutisme autrichien en Lombardie et en Vénétie. Les plénipotentiaires alliés ne comprirent peut-être pas assez bien cet état d'esprit : et ils froissèrent le peuple italien.

Deux mois de négociations pénibles mirent beaucoup d'amertume au cœur des Italiens. Il leur sembla qu'on leur disputait tout : fer, charbon, colonies ; l'empire colonial de la France, déjà si important,

s'accroissait encore, tandis que celui de l'Italie restait embryonnaire. Beaucoup de journaux — et pas seulement les nationalistes — parlèrent du « calvaire » italien. Le mot n'était pas en rapport avec la chose. Mais les Italiens, qui auraient voulu être traités avec les mêmes égards que les autres grands peuples d'Europe, étaient plus sensibles à ce qu'ils appelaient un « manque de cordialité » qu'aux avantages obtenus. L'Italie comptait sur l'*amitié* et l'*appui* des nations auxquelles elle s'était jointe ; elle avait l'impression que cette amitié et cet appui lui faisaient défaut.

Un journal comme le *Corriere della Sera*, qui soutint pendant de nombreux mois la nécessité de l'intervention, et proposa ensuite une solution amiable du conflit italo-yougoslave, ce grand quotidien auquel l'Entente doit beaucoup, essaya de montrer aux Alliés qu'ils faisaient fausse route. Ses articles rappelaient avec mélancolie les espérances de l'Italie, sa volonté de vaincre, son réveil après la terrible retraite ; après tout cela, il fallait mendier les compensations dont elle avait besoin pour sortir de l'impasse.

« Presque tout le monde a réussi à s'entendre avec Wilson, disait amèrement le *Corriere* du 10 juin 1919, en donnant des entorses aux fameux quatorze principes. Les Polonais, les Yougoslaves, les Tchèques et les Anglais ont obtenu de lui indulgence plénière ;

Clemenceau et le Japon ont obtenu de fortes indulgences partielles. C'est malheureusement à l'Italie, devenue le paratonnerre de Wilson, qu'ont été réservées toutes les décharges de son intransigeance. Les autres ont pu passer en franchise. *Seule l'Italie est en quarantaine.* A l'Italie on conteste toute parcelle de territoire qui est en dehors des frontières linguistiques. A la Yougoslavie on pardonne l'occupation, après sept mois d'armistice, de la ville allemande de Klagenfurt. L'une est traitée comme une adversaire, comme une *espèce de tête de turc* ; l'autre, comme le pupille pour lequel le tuteur a toutes les indulgences. Comment cette inégalité de traitement pourrait-elle ne pas nous offenser et nous blesser ? »

Ce commentaire était d'une très grande modération, comparé à ceux de la plupart des journaux ; il n'y avait plus un seul quotidien qui ne fît de nombreuses réserves sur la politique de l'Entente.

Pour les Italiens, le plus grand responsable de tous ces déboires, c'était notre pays. Il y avait presque partout un assez violent courant gallophobe. M. Ardengo Soffici, « sincère ami de la France jusqu'à ces derniers temps », disait dans le n° 5 de *La Vraie Italie* :

« Mainte et mainte fois nous avons exprimé notre façon de voir les choses ; nous avons dit comment

l'Italie, en entrant en guerre à côté de la France avec une pleine sincérité de sentiment fraternel, se promettait de cimenter de la sorte une amitié que ni affronts ni injustices n'étaient parvenus à éteindre. Pendant les années de la lutte commune, des communes douleurs, des communs triomphes, et jusqu'à la victoire, ce sentiment n'avait jamais langui ; bien au contraire. La guerre finie et l'heure de la justice étant venue, l'Italie fut douloureusement étonnée de découvrir dans la France non cette « sœur amoureuse » qu'elle s'attendait de voir à ses côtés pour jouir ensemble du fruit de tant d'efforts et de sacrifices, et trouver en elle un fort appui contre quiconque eût tâché de chicaner sur ses droits, mais bien une rivale froide et hargneuse, plus acharnée que toute autre à la contrarier dans ses requêtes, prête à l'intrigue et à la trahison (*sic*), et seulement soucieuse d'établir à son avantage cette hégémonie qu'on avait cru anéantir en terrassant nos ennemis. »

Et cet article parut dans la *Vraie Italie*, « organe de liaison intellectuelle avec les autres pays », journal écrit en français et dirigé par M. Giovanni Papini, qui, en 1914, écrivait dans *Lacerba* des hymnes en l'honneur de la France et des Alliés !

~

D'un autre côté, le peuple italien voyait les tristes conséquences économiques et financières de la guerre pour son pays ; il souffrait du renchérissement de la vie ; il constatait que nul ne s'en préoccupait ; sa nervosité était grande. On avait discrédité à ses yeux l'effort accompli pendant trois ans, — et ceux qui le lui avaient imposé. Les anciens neutralistes avaient pris leur revanche de 1915, et à quel prix! Insensiblement ils étaient redevenus les maîtres ; mais la nation souffrait dans son unité et dans son patriotisme. La vague de mécontentement qui favorisait surtout les principaux adversaires de l'intervention, catholiques et socialistes officiels, était provoquée par les déceptions de la politique extérieure. Mais il y avait autre chose. L'absence de tout projet de réforme sociale avait exaspéré les masses qui allaient, d'instinct, aux extrémistes, espérant obtenir, grâce à eux, un peu de ce que les paysans et les ouvriers russes avaient conquis dans le « paradis de Lénine ».

~

Le liquidateur de tout ce passé était, sans aucun doute, un homme de talent. Lorsque M. Francesco

Saverio Nitti, député de Muro Lucano (Basilicate) fut appelé au Quirinal pour remplacer M. Orlando, on ne lui ménagea pas les critiques. L'*Idea Nazionale* prétendit même qu'il était « seul contre la nation ». C'était aller un peu loin. Il n'en était pas moins vrai qu'il était peu populaire (M. Nitti n'a d'ailleurs jamais connu la popularité).

On lui reprochait d'avoir été ministre dans le dernier Cabinet Giolitti. Son arrivée au pouvoir, c'était, d'après beaucoup, le retour du giolittisme. Le « Dictateur » n'osait pas encore reparaître lui-même ; il envoyait « un de ses lieutenants en éclaireur ».

M. Nitti omit de répondre à ces critiques. Comme par défi, il s'entoura de giolittiens aussi ardents et de « neutralistes » aussi résolus que MM. Schanzer et Tedesco, auxquels il confia les portefeuilles importants des Finances et du Trésor. Il répandit dans les sous-secrétariats d'État la menue monnaie du giolittisme. A vrai dire il n'avait pu agir autrement. Aucun ancien interventiste n'ayant voulu faire partie de la combinaison, il avait bien fallu que M. Nitti s'adressât aux anciens neutralistes. Il avait formé ainsi un ministère de médiocres, où la personnalité de M. Tittoni et la sienne étaient les seules à avoir quelque relief. Cela importait peu ; car, pour réussir, M. Nitti ne comptait que sur lui-même. Une fois président du

Conseil, M. Nitti ne se sentait plus giolittien. Il n'avait pas le tempérament d'un lieutenant. Jeune comme jamais ne le furent les présidents du Conseil italiens, toujours choisis dans la gérontarchie parlementaire, il désirait être désormais chef de file.

Dès le début il fit un acte d'autorité : il voulut essayer de « gouverner » ; et il lui sembla qu'un des premiers actes d'un « homme de gouvernement » était de changer le directeur de la Sûreté générale. Les méthodes du rusé Calabrais s'inspiraient donc de celles du Piémontais.

Mais à peine fut-il au pouvoir que les difficultés commencèrent. Le prix de la vie devenait exorbitant, et un beau jour les consommateurs en eurent assez. Au début de juillet, ils entrèrent, presque partout, de vive force, dans les magasins et les boutiques : à Turin, à Milan, à Rome, à Gênes, aussi bien que dans les petites villes. La Romagne (comme toujours) donna le signal des tentatives révolutionnaires ; plusieurs centres créèrent même des gardes rouges. Les Bourses du Travail avaient eu, dans ces émeutes, souvent sanglantes, un rôle prépondérant, mais éphémère ; car le parti socialiste s'était montré réservé et prudent, par peur des responsabilités. La situation alimentaire était inextricable ; les socialistes savaient bien qu'ils étaient impuissants, plus

que tout autre, à la débrouiller. Aussi laissaient-ils faire M. Nitti.

Celui-ci réussit à ramener le calme dans les villes où la révolution avait grondé pendant plusieurs jours. Cela pouvait être regardé comme un premier succès. Mais les magasins restaient vides. Peu importait que le prix des marchandises eût baissé de moitié, puisqu'on en trouvait à peine. Les œufs et les pâtes devenaient rares ; il avait fallu instituer le droit de réquisition dans les campagnes, et user, auprès des paysans, de la mitrailleuse comme argument suprême.



## CHAPITRE II

### LES PARTIS POLITIQUES A LA FIN DE 1919

*Le nouveau système électoral. — Le « partito popolare ». — Les libéraux et les démocrates. — Les socialistes unifiés. — Le programme de M. Nitti. — Les élections du 16 novembre 1919.*

PENDANT ce temps les partis se réorganisaient et songeaient aux élections futures. Au cours de la guerre, il y avait eu seulement deux grands groupes politiques : défaitistes et « jusqu'auboutistes ». Le Parlement n'avait exercé qu'un contrôle très relatif sur la conduite de la guerre. Tout s'était borné à des conjurations de couloirs et à des campagnes de presse.

Mais après l'armistice nul ne se souvint d'avoir été

défaitiste ; hormis les socialistes unifiés (socialisti afficiali) qui restaient logiques avec eux-mêmes et continuaient à prêcher l'Évangile selon Lénine, il n'y eut bientôt qu'un grand parti : celui qui avait voulu la victoire.

Au reste tous les collectivistes n'étaient pas unanimes ; certains revenaient au réformisme ; d'autres souhaitaient l'avènement de la dictature du prolétariat en Allemagne comme en Russie ; ils flétrissaient les majoritaires de Berlin et encensaient les « spartaciens ». Dans l'*Avanti* (1er mars 1919), M. Caroti, député de Florence, annonçait que désormais la lumière venait d'Allemagne. « Vaincue, et justement parce qu'elle est vaincue, l'Allemagne tend à devenir l'arbitre des destinées du monde. De son sort dépend l'assiette mondiale de demain. Nous la voyons devenant l'alliée de la Russie et se lançant à l'assaut du capitalisme occidental. Il n'y a que les pessimistes et les réactionnaires qui puissent désirer une autre issue à la lutte. »

Mais les théoriciens et les « philosophes » du parti n'étaient pas aussi nets. Turati et Treves continuaient à gloser et à byzantiniser. Dans leur revue, la *Critica Sociale*, ils discutaient de l'avenir du socialisme et des méthodes par lesquelles il fallait arriver à une réforme de la Constitution et de la Société.

M. Treves préconisait la violence et M. Turati restait fidèle à son « évolutionnisme », même si son attitude devait l'isoler : « *Etsi omnes, ego non.* »

Le grand parti libéral se mouvait de droite à gauche, sans trouver son équilibre ; il avait besoin de fixer quelques principes de gouvernement qui fussent autres que ceux du giolittisme. Le « transformisme » cher à Depretis et à Giolitti avait déshabitué les libéraux italiens de la véritable lutte d'idées. « Le député de Dronero avait travaillé pendant douze ans à décomposer les vieux partis et les vieux groupes, à fabriquer une majorité sans programme politique bien défini, ayant une seule caractéristique : celle d'avoir confiance en lui [1]. » La secousse formidable de la guerre avait à peine tiré de leur torpeur ces libéraux habitués à l'existence tranquille que leur assurait, avant 1914, l'habileté parlementaire de M. Giolitti.

Mais cette fois-ci le système électoral allait être tout à fait différent. C'était une des grandes idées du ministère Nitti que la modification du régime électoral. Grâce à l'intervention personnelle du président du Conseil, le scrutin d'arrondissement fut en effet condamné.

---

(1) *Corriere della Sera.*

On le remplaça par un système curieux : un scrutin de liste avec représentation proportionnelle, qui ressemble d'assez loin au nôtre et à celui de la Belgique. Les électeurs se trouvent en présence de deux espèces de listes : listes complètes (*bloccate*) ; listes incomplètes (*aperte*) ; que la liste soit complète ou non, ils ne peuvent lui faire subir aucune modification ; ils n'ont qu'un droit : celui d'ajouter les noms des candidats auxquels vont leurs sympathies ; mais ils ne peuvent indiquer leurs préférences que pour un candidat sur cinq, pour deux sur six ou sept, pour trois sur dix à quinze, pour quatre sur seize à vingt. De même ils ne peuvent remplacer les noms des candidats que dans une proportion semblable (un sur cinq députés à élire, deux sur six ou sept, etc.). Malgré ces « voti preferenziali » et ces « voti aggiunti », la liberté de vote est singulièrement restreinte, puisque les électeurs doivent laisser immuables les listes qu'on leur présente.

Un système semblable ne peut fonctionner normalement que dans un pays où il y a de grands partis organisés.

Or, au milieu de l'année 1919, il n'y avait qu'un parti qui eût, avec les socialistes, une solide organisation : c'était le parti catholique (*partito popolare*), de création récente, mais déjà d'une grande vitalité.

Avant la guerre, il y avait déjà eu des députés catholiques. Jusqu'en 1904, le mot d'ordre du Vatican avait été l'abstention à peu près complète. Mais à partir de 1909, les catholiques avaient pu faire ouvertement campagne et quinze députés catholiques étaient entrés au Parlement. En 1913, le *non-expedit* avait été levé dans trois cent trente circonscriptions ; même dans les collèges où les catholiques n'eurent pas de candidats officiels, ils entendirent exercer une influence décisive sur l'issue du scrutin, en soutenant les libéraux qui avaient accepté les principaux points de leur programme. D'après l'*Osservatore Romano*, deux cent vingt-huit députés durent, en 1913, leur siège à l'appui des catholiques.

Après la guerre, une fois la R. P. votée, il ne fut plus nécessaire de s'allier aux libéraux ; les catholiques — avec l'autorisation tacite du Pape — formèrent un grand parti décidé à affronter la lutte dans presque toutes les circonscriptions. Ce fut le 18 janvier 1919 que quelques personnalités, dont le député Bertini et le maire d'une ville sicilienne, Don Sturzo, rédigèrent un appel pour la formation du *partito popolare italiano*. Il contenait un large programme de réformes économiques et sociales. Dans plusieurs discours, M. Meda développa les idées essentielles de ce programme. La R. P. qu'on appliquait pour la

première fois devait marquer le début d'une réorganisation profonde de l'État. Il fallait à présent réaliser la représentation des intérêts, c'est-à-dire l'établissement d'un suffrage à base économique. Seul un régime de compétence était capable de sauver l'Italie : un régime qui assurerait l'entrée au Parlement de représentants des diverses classes sociales, la création de corps techniques où seraient représentés le travail intellectuel et le travail manuel.

Grâce à l'énergie de Don Sturzo, remarquable organisateur, le *partito popolare* devint très vite une force ; sa propagande fut intense surtout dans les campagnes, où il fut accusé de faire du socialisme pour enlever des voix aux socialistes unifiés. Mais cette accusation n'atteignait que quelques groupes extrêmes des provinces de Bergame ou de Crémone. Un journal hebdomadaire qui fut créé à Rome pour les élections de novembre 1919 répudia l'épithète de « révolutionnaire noir » que l'on avait décernée à M. Miglioli, chef des extrémistes catholiques, et affirma que le programme du P. P. (*partito popolare*) était, avant tout, antibolchéviste.

L'avènement d'un parti catholique puissant fut donc, en 1919, le grand fait nouveau de la politique italienne. Il engageait la lutte en prenant partout comme emblème celui des communes du

Moyen Age, le bouclier avec le mot : *libertas.*

~

Entre les catholiques et les socialistes, que pouvaient faire les libéraux et les démocrates, survivants de l'ancien bloc giolittien ? On leur donnait de bons conseils, qu'il leur était difficile de suivre. M. Missiroli, alors directeur du *Tempo*, journal créé depuis peu de temps, établissait une distinction subtile et fondamentale entre le *libéralisme* et le *parti libéral.* Il voyait avec peine « le parti libéral se figer dans un conservatisme réactionnaire purement stagnant ; tandis que l'idée libérale, en tant que fonction dynamique, ressort de progrès, faisait désormais partie du patrimoine socialiste (1) ». Il fallait donc aller à gauche ; et c'est pourquoi plusieurs députés, à la suite de M. Chimienti, décidaient la création d'un « parti libéral réformateur ». Le manifeste était plein de belles formules.

« Nous croyons, disait-il, à l'utilité des organisations ouvrières, dans les usines, dans la campagne et sur la mer, en libre compétition avec les autres forces économiques. Et nous affirmons que les organisations

(1) *Tempo*, 5 mars 1919.

ouvrières doivent être des instruments efficaces pour assurer au travail la part qui lui revient dans la production de la richesse, et qu'elles seront, en outre, une école d'éducation politique pour les travailleurs à qui on doit faciliter une participation plus active à la direction de la vie publique, proportionnée à leur puissance sociale et économique. »

Les textes ne manquent pas, qui prouvent les efforts que fit alors le parti libéral pour trouver une voie nouvelle ; il comprenait bien qu'il devait s'organiser, sous peine de succomber. Le *Corriere della Sera* reconnaissait la nécessité de changer de tactique ; on ne devait pas « se cristalliser dans le régime d'avant-guerre ». M. Arturo Labriola, alors maire socialiste de Naples, donnait un avertissement solennel à tous les libéraux et démocrates : « Quand la démocratie bourgeoise perd sa fonction de parti intermédiaire, le processus de l'évolution historique revêt un caractère de rapidité et d'âpreté qu'il est justement du devoir des institutions démocratiques d'éviter. Or, c'est cette situation nouvelle qui provoque les sages réflexions des éléments démocratiques les plus capables de comprendre. Naturellement ils posent mal la question, en s'appuyant sur le postulat d'une nouvelle conscience démocratique qui devrait se former en Italie. Hélas ! il ne s'agit plus

de cela : il s'agit du « hiatus » qui s'est largement ouvert entre la masse et la démocratie [1]. »

Tel était en effet le grand problème : réduire ce hiatus ; et c'est ce qui expliquait les efforts désordonnés de tous les partis parlementaires qui, habitués à vivre au jour le jour, se trouvaient brusquement en face de nécessités urgentes.

Mais ce ne furent que des velléités. A la veille des élections de novembre 1919, les libéraux et les démocrates étaient aussi divisés qu'avant 1914. L'union des diverses tendances (qui différaient de nom beaucoup plus que de programme) n'avait pu se faire ; la politique personnelle conservait tous ses droits. A Rome, il y eut trois listes pour solliciter les suffrages des libéraux : le bloc ministériel, la liste « socialiste-républicaine », qui contenait plusieurs combattants, et qui avait pris pour emblème le casque de tranchée, et la liste nationaliste. A Milan, à Gênes, à Florence, à Naples (où il y eut douze listes en présence), même fractionnement des forces libérales et démocratiques. Dans un bel article du 28 octobre 1921, le *Corriere della Sera* déplorait cet état de choses qui prouvait le manque de cohésion de l'ancienne majorité. Le giolittisme était coupable de ce chaos. Si,

---

(1) *Tempo*, 23 février 1919.

au lieu de faire une politique personnelle, une politique de clan, M. Giolitti avait fait une politique de parti, on n'aurait pas constaté cette confusion et cette désorganisation. Le parti libéral avait été habitué à lutter pour maintenir un homme au pouvoir. Il ne savait plus à quel saint se vouer le jour où on lui disait qu'il fallait avoir des idées et des principes.

~

Cet émiettement des forces constitutionnelles devait favoriser le succès de la propagande des *popolari* et des socialistes unifiés.

Ce qui faisait la force des socialistes italiens, c'était leur organisation et leur collaboration intime avec la C. G. T. Le nombre des adhérents des deux associations avait considérablement augmenté depuis la guerre : le P. U. S. (Partito ufficiale socialista) avait, en 1919, à peu près 100.000 membres actifs au lieu de 42.000 en 1914 ; la Confédération générale du travail plus de 1.200.000 (300.000 seulement avant la guerre).

Dans ces deux groupements devenus si puissants, rien ne se fait sans l'autorisation des deux bureaux exécutifs. Rarement on a vu une semblable centralisation ; aucune fédération n'est autonome ; elle dé-

pend en tout et pour tout de l'organisme central. En 1919, celui-ci examina en détail toutes les listes des candidats socialistes, et obligea les sections provinciales à rayer les noms de ceux qui n'étaient pas de purs internationalistes. On fut bien obligé d'accepter un Turati et un Treves, parce qu'ils étaient les fondateurs du parti ; mais on élimina autant que possible leurs disciples.

Au Congrès de Bologne, qui avait porté M. Bombacci à la tête du Bureau exécutif, Turati avait été traité de conservateur, et même de pire. Son influence avait beaucoup diminué, et ses adversaires voulaient la réduire chaque jour davantage. Les discours électoraux de M. Turati n'auraient pas été déplacés dans la bouche d'un socialiste réformiste. « Il serait inconcevable, avait-il dit à Milan pendant sa campagne électorale, qu'un prolétariat complètement esclave de la glèbe ou de la machine voulût devenir brusquement le patron de l'État. *Le plus grand malheur qui puisse arriver à un parti, c'est d'être appelé au pouvoir, quand il ne sait ni ne peut l'exercer.* » Après de semblables déclarations, on vit M. Bombacci menacer M. Turati et le sommer de se rétracter. L'ancien chef de parti dut s'incliner ; l'*Avanti* publia sa rectification, mais en la faisant suivre d'un commentaire significatif où l'on disait à peu près ceci ; « Vraiment le « compa-

gnon » Turati n'a pas de chance ; il parle avec tant de clarté qu'il est sans cesse obligé de rectifier et de démentir ; il sait pourtant que le Congrès de Bologne a voté à une immense majorité l'adhésion à la Troisième Internationale, et que, par conséquent, s'il fait la moindre objection, il n'a qu'à renoncer à figurer sur une liste du parti socialiste. » Pauvre homme qui avait été tout-puissant, et qui ne semblait plus être qu'une épave!

M. Bombacci et les dirigeants du Bureau exécutif avaient des idées très simplistes. Leur intransigeance et leur étroitesse d'esprit étaient les causes de leurs succès. Ils n'admettaient pas de modifications au programme maximaliste. Pour eux, le système parlementaire était un système mort ; ils voulaient le remplacer par le système soviétique : « Dès que nous aurons la majorité, disait M. Bombacci, nous proclamerons la déchéance du Parlement et l'avènement des Conseils d'ouvriers. » — « Les circonstances, ajoutait-il à la veille des élections, nous sont d'ailleurs très favorables. Les prolétaires ont été très fatigués par la guerre ; ils voteront en masse pour nous, parce que nous représentons le parti qui n'a pas voulu la guerre. De plus, dans beaucoup de provinces d'Italie, les paysans ne sont pas encore propriétaires ; tous ceux qui souffrent des maux des

« latifundia » voteront pour le parti socialiste. »

Et M. Bombacci avait raison : le prolétariat italien gardait la rancune de la guerre qu'on lui avait imposée, et qui l'avait fait souffrir matériellement ; il allait vers ceux qui ne l'avaient acceptée qu'à contre-cœur : catholiques et socialistes.

~

Dans cette lutte très âpre des partis, le gouvernement fit entendre sa voix, pour essayer de réunir en faisceau les forces libérales et démocratiques. La circulaire de M. Nitti aux préfets était une espèce de lettre-programme. Mais elle venait d'un froid esprit critique, d'un calculateur qui ignorait la rhétorique creuse ; et les foules sont insensibles aux chiffres et aux raisonnements. M. Francesco Nitti ne savait évidemment pas parler aux foules.

« L'Italie, disait-il, n'a pas la conscience du péril qu'elle court. La plus grande partie du public continue à vivre comme avant. Il y en a même beaucoup qui, au lieu de travailler avec plus d'intensité, désirent en faire moins et être payés davantage. Ce fait ne caractérise pas seulement la classe ouvrière ; il caractérise toutes les classes.

Après l'armistice nous avons eu la paix ; mais

nous ne sommes pas encore entrés dans l'ère de paix véritable. C'est ainsi que dans les six premiers mois de cette année nos achats ont dépassé nos ventes de sept milliards ; jamais on n'avait atteint un chiffre pareil. Dans ces conditions, la grève devient une arme de destruction, tout comme l'incendie ; toute abstention de la part des travailleurs est coupable ; toute indifférence de la part des exploiteurs devient un crime. Mais qui a conscience de ces dangers ? La vérité simple, qu'il faut proclamer, c'est que nous devons travailler beaucoup plus qu'avant la guerre ; il faut payer le passé et songer au présent [1]. »

A ce propos M. Nitti faisait un tableau assez sombre de la situation alimentaire. Pour suffire aux besoins du pays, il fallait importer environ trente-deux millions de quintaux de blé. Le gouvernement jusqu'ici avait fait payer le pain à un prix très inférieur au prix de revient (c'était ce qu'on appelait le « prix politique »). D'où un déficit de deux milliards et demi par an pour les finances publiques. L'État ne pouvait continuer à vendre à perte. Maintenant que la guerre était finie, il fallait donner au pain une valeur réelle. Ce n'était pas le seul problème préoccupant. On importait, en outre, deux millions de quintaux de viande de bœuf et de porc, trois cent mille

---

(1) *Corriere della Sera*, 23 août 1919.

quintaux d'huile, sans compter les corps gras dont la moitié venait de l'étranger [1]. »

Or, il fallait du crédit pour acheter ; et il n'était possible d'en trouver qu'aux États-Unis. De là une sujétion, pénible peut-être, mais qui n'en était pas moins nécessaire.

« Pour que le public ait une idée des conditions présentes, ajoutait M. Nitti, on peut dire que la nourriture et tout ce qui sert le plus à la vie sont fournis par l'étranger, et surtout par les États-Unis, à quinze ou dix-huit millions d'Italiens (sur trente-huit). Aussi faut-il se garder de troubler l'état de choses actuel. *Quiconque parle en Italie de révolution est un ennemi du peuple et un empoisonneur. L'Italie doit subordonner tout au maintien de l'ordre interne. Il ne peut pas y avoir production et crédit sans ordre. C'est une condition de vie ou de mort. Une expérience révolutionnaire aurait pour résultat de condamner à la faim au moins la moitié de la population.* »

---

[1] Dans la lettre à ses électeurs de Muro Lucano (province de la Basilicate), M. Nitti fut très net : « Maintenant on paie un kilo de charbon plus cher qu'un kilo de pain avant la guerre. *Nos dépenses sont trois fois plus élevées que nos recettes* ; et les entreprises industrielles gérées par l'État sont toutes déficitaires : chemins de fer, P. T. T. augmentent considérablement les dettes de l'État. »

Ce qui devait donc dominer la politique intérieure, et même la politique étrangère, c'étaient les nécessités économiques. L'Italie était obligée de tenir le plus grand compte des volontés de l'Amérique et de l'Angleterre, puisque c'étaient les deux maîtresses du marché mondial.

~

Telle était la situation à la veille des élections législatives du 16 novembre 1919. On comptait sur le nouveau mode de scrutin pour adoucir un peu les mœurs électorales. Mais les journaux donnaient souvent des nouvelles de ce genre : « Hier, à X..., il y a eu une grande réunion électorale en plein air. Organisée par les socialistes, elle a été troublée par les républicains qui ont couvert la voix des orateurs. Il y a eu de nombreux pugilats et une quinzaine de blessés. » Ou : « Récemment, à Y..., une réunion des libéraux-démocrates a été interrompue par l'arrivée des socialistes unifiés qui ont fait un vacarme épouvantable. Les discussions se sont terminées par des corps à corps ; de nombreux coups de revolver ont été tirés. Plusieurs blessés, dont un très grièvement. »

Cependant, malgré les pugilats, les rixes, les rencontres de manifestants et même les coups de feu,

il y eut en général léger progrès sur 1913. Partout où les questions personnelles s'effacèrent, ce fut une tranquillité relative.

Ces élections du 16 novembre étaient très importantes pour l'Italie. Pour la première fois on appliquait le système du véritable suffrage universel sans limites avec R. P. Le nombre des électeurs était beaucoup plus élevé qu'en 1913. Parmi les nouveaux électeurs on comptait beaucoup de jeunes, et aussi beaucoup de paysans illettrés allant porter dans l'urne, non une liste de noms qu'ils ne pouvaient lire, mais le papier sur lequel un symbole conventionnel (aigle, casque, étoile, etc.), représentait le parti auquel ils donnaient leurs voix.



## CHAPITRE III

### M. NITTI ET LA QUESTION SOCIALE

*La victoire des socialistes et des catholiques. — La majorité incertaine du ministère Nitti. — Le mouvement gréviste en décembre 1919. — Les grèves générales de janvier-février 1920. — La mentalité maximaliste du groupe parlementaire socialiste.*

UNE consultation électorale faite dans ces conditions devait amener à Montecitorio un personnel en grande partie nouveau ; et elle l'y amena. La victoire favorisa les partis les mieux organisés : socialistes unifiés et catholiques. Jamais on n'aurait pu croire à un pareil succès socialiste ; il étonna les intéressés eux-mêmes ; au début de la campagne,

le secrétaire général du parti, M. Bombacci [1], prévoyait tout au plus cent élus socialistes. Or, ils furent cent cinquante-six. Les catholiques, de leur côté, ne comptaient pas être plus de soixante-dix ou quatre-vingts ; et leur nombre atteignit presque la centaine.

Démocrates et libéraux étaient donc battus ; les nationalistes étaient à la Chambre une infime minorité. Si les partis constitutionnels avaient eu si peu de fortune, ils le devaient entièrement à leurs divisions ; la bourgeoisie, petite et grande, avait été désorientée. Fatiguée d'entendre sans cesse des discussions oiseuses, elle avait laissé aller les choses ; elle s'était désintéressée de la consultation électorale ; n'avaient voté que les militants ; les autres s'étaient abstenus. Rarement on avait vu se déranger plus de la moitié des électeurs ; en beaucoup d'endroits le quart seulement était allé aux urnes. Les journaux libéraux furent amers dans leurs commentaires : « L'Italie, écrivit le *Corriere della Sera*, doit méditer la leçon qui lui vient de France. Le peuple français a *tenu* dans les comices électoraux avec la même énergie qu'à Verdun. »

---

[1] M. Bombacci s'est détaché du parti socialiste après le Congrès de Livourne. Il est maintenant un des chefs du parti communiste.

~

Dès les premières séances du Parlement, M. Nitti comprit qu'il ne lui était pas possible de gouverner avec les socialistes unifiés. Ceux-ci s'étaient donné comme président le vieux lutteur Lazzari, qui n'était pas un maximaliste pur, mais qui n'était pas non plus un minimaliste du type Turati. La grande majorité des nouveaux venus n'avait aucune culture politique ; elle ignorait à peu près tout des graves problèmes financiers et économiques qu'il allait falloir résoudre. Cette masse d'incompétents était plus disposée à soutenir une politique négative qu'une « politique de collaboration ». Il était fatal que le parti socialiste se cantonnât dans l'opposition et l'obstruction. Il fit, le 1er décembre, jour de la séance royale, une violente démonstration antimonarchiste qui prouva aux plus aveugles que c'étaient les éléments violents qui l'emportaient. Ils avaient été élus sur un programme très simpliste : « Malédiction à ceux qui ont voulu l'intervention dans le conflit européen. » Décidés à boycotter tout ce qui leur rappelait la guerre, devenue très impopulaire, ils voulaient se venger par des violences de langage et des vociférations sans fin du silence auquel ils avaient été condamnés pendant trois ans. La plupart d'entre eux ne

se perdaient pas en considérations philosophiques : ils voyaient deux remèdes à la situation : rayer d'un trait de plume toutes les dettes italiennes, et instaurer, comme en Russie, le régime de la « dictature du prolétariat ».

La nouvelle Chambre présenta, avec de semblables « honorables », un aspect pittoresque. On se serait cru le plus souvent dans une réunion publique. Les vieux parlementaires, les Luzzatti et les Salandra étaient dépaysés. C'est pourquoi on vit beaucoup de libéraux renoncer à prendre part aux débats parlementaires. Le fait capital des élections du 16 novembre avait été l'abstention des partis modérés. Cette abstention continua à Montecitorio ; les membres des anciens groupes de la droite, du centre, s'abstinrent de venir, ou restèrent silencieux. Devant les invectives des socialistes, ils jugèrent inutile de réagir. Une seule fois, il y eut une imposante contremanifestation constitutionnelle ; ce fut quand M. Modigliani, sans grande habileté d'ailleurs, termina par une péroraison républicaine un discours qui aurait dû être consacré à la seule politique extérieure. On entendit alors à Montecitorio trois cents députés crier pendant une dizaine de minutes : « Vive le roi », et cent quatre-vingt répliquer, en agitant des mouchoirs dont quelques-uns étaient rouges :

« Vive la République » ou « Vive Lénine ».

Seuls les « populaires » tinrent tête aux socialistes. Les deux partis avaient engagé la lutte à peu près sur le même terrain devant le corps électoral ; ils avaient tous deux honni la guerre, et promis de belles réformes. Concurrents devant les électeurs, ils se retrouvaient concurrents sur les bancs de Montecitorio.

Entre tous ces partis, où trouver une majorité ? L'embarras de M. Nitti fut grand. Les nationalistes lui reprochaient sa politique extérieure qui, dans le problème adriatique, était favorable à la conciliation avec les Yougoslaves. Socialistes et républicains lui étaient nettement hostiles. Le groupe, peu nombreux, mais actif, des combattants (« Rinnovamento »), dirigé d'abord par MM. Raimondo et Salvemini, ne lui témoignait pas une grande tendresse. Chez les catholiques, il y avait une extrême-gauche plus proche des communistes que des libéraux. Et cependant il fallait bien gouverner avec les catholiques.. ou renoncer à gouverner. Lorsque, après les premières séances de la nouvelle législature, on en vint à la question de confiance, le ministère Nitti parut très menacé. Mais le discours Modigliani le sauva. Avant l'intervention du député socialiste, les gens bien informés prévoyaient la chute de M. Nitti. Or,

brusquement se posait une question plus grave ; les socialistes voulaient changer le régime. M. Nitti profita de l'occasion et déclara avec force : « Je veux le maintien du régime monarchique. » C'est ce qui fit réfléchir beaucoup de députés hésitants ou hostiles. Et M. Nitti resta président du Conseil sans majorité cohérente et solide.

~

La situation était des plus délicates. Le malaise de l'Italie s'était encore accentué. Les socialistes avaient célébré leur triomphe, avec grandiloquence ; de nombreux cortèges avaient parcouru les rues et brisé les vitres aux cris de « Vive Lénine ». Dans les premiers jours de décembre l'agitation était devenue plus intense. Le triomphe avait grisé les collectivistes. Les nationalistes romains ayant frappé trois ou quatre députés socialistes, dont l'irascible M. Abbo, il en résulta une série de grèves générales qui troublèrent profondément le pays.

On vit alors se manifester de la façon la plus claire les inimitiés de la foule. Malheur à ceux qui portaient un uniforme ou qui voyageaient en automobile. A Milan on insulta des officiers ; on en dévêtit un pour mieux le bâtonner ; tout ce qui était habillé avec

décence pouvait être molesté. A Turin, les manifestants essayèrent d'envahir un lycée d'où était parti un coup de feu. Le prolétariat faisait ainsi comprendre avec simplicité à qui allait sa haine : aux officiers, aux étudiants, aux nouveaux riches (*pescecani*).

Ce qu'il y eut de plus significatif dans ces grèves qui suivirent de très près le triomphe électoral des socialistes (début de décembre), ce fut leur caractère nettement politique. Les dirigeants ne le cachèrent pas. Aucun but économique ne fut allégué. La C. G. T. voulut simplement prouver sa force. En quelques heures elle donna l'ordre de faire grève ; en quelques heures elle fit reprendre le travail. Presque partout elle fut obéie avec un ensemble parfait. Lorsqu'il annonça la fin de l'agitation au Parlement, M. Treves fit ressortir la cohésion du mouvement :

« Ne croyez pas, dit-il, que la cessation de la grève soit de notre part un acte de faiblesse : c'est, au contraire, un acte de force. Aujourd'hui le parti socialiste peut, sans aucune vanité, déclarer que s'il n'est pas défendu par le gouvernement, il est défendu par le peuple (ce que les Italiens appellent la « piazza »). Que le gouvernement fasse respecter les lois ! S'il n'a pas cette force, nous nous sentons suffisamment

défendus par nous-mêmes. » Ce que M. Treves ne disait pas, c'est qu'il existait dans le parti socialiste lui-même des hommes modérés, et que c'était en grande partie à leurs conseils qu'on avait dû la solution rapide du conflit.

Or, quelle était, à cette époque, la puissance du parti socialiste que ses chefs disaient si grande? Elle ne se mesurait pas seulement au nombre de ses élus. Elle dépendait aussi de ses possibilités d'action. Un article de M. Carlo Scarfoglio (*Nazione* du 4 décembre 1919) disait, dès cette époque, qu'il y avait beaucoup de bluff dans tous ces déploiements de force. Il constatait d'abord que cette fois les « leaders » avaient eu beaucoup de peine à se faire entendre des masses. MM. Turati, Treves et Modigliani n'étaient plus omnipotents. « De plus, la formule anarchiste a pénétré tout le milieu qui gravite autour des Bourses du Travail, milieu qui n'est pas celui des usines, mais celui des comices. Ceux qui suivent avec attention les mouvements du parti ouvrier en Italie constatent en fait que, *discipliné et inattaquable extérieurement, il est intérieurement un véritable chaos*. Ce sont d'abord les dirigeants qui ont commandé, puis les masses : et maintenant les masses étant devenues puissantes, il s'est formé une espèce de *garde du corps anarchiste*, qui empêche les masses

de communiquer avec leurs dirigeants, et qui impose à ceux-ci sa volonté. » Le chef de cette garde du corps était le libertaire Malatesta, revenu d'exil pour fomenter des troubles dans tous les centres ouvriers [1].

~

Cette « névrose » socialiste ne fit bientôt que s'exaspérer. En janvier et février 1920 on assista à deux grèves générales des salariés de l'État : employés des postes et « cheminots ». Les éléments anarchisants l'emportèrent sur les députés socialistes, qui ne furent même pas consultés sur l'opportunité de ces mouvements.

Ces deux grèves éclatèrent au moment où M. Nitti discutait à Paris le problème adriatique et pendant que les banques procédaient au placement des titres de l'Emprunt national 5 o/o. Il ne pouvait pas ne pas y avoir une certaine relation entre ces événements. Les organisateurs d'une grève générale ont pour but de frapper au moment où ils se croient assurés du succès maximum. L'époque était bien choisie pour qui voulait tirer de la désorganisation

[1] Il réussit même à faire vivre un quotidien anarchiste : *L'Umanità unova.*

des services essentiels à la vie nationale les avantages les plus considérables.

En outre, tout observateur, même superficiel, était frappé du caractère de plus en plus révolutionnaire des mouvements grévistes. Les dirigeants ouvriers, décidément grisés par leurs succès électoraux, avaient des ambitions nettement politiques. L'échec des grèves générales de décembre était loin de les avoir découragés. Cette fois-ci, en s'adressant aux catégories de travailleurs les plus indispensables, on espérait remporter un succès. Il ne s'agissait pas seulement de faire donner de hauts salaires aux employés des postes et aux « cheminots », mais de tâter le pouls de l'État bourgeois. Aux élections de novembre, les classes moyennes s'étaient abstenues ; durant les grèves de décembre, elles s'étaient réfugiées derrière les persiennes. Si un arrêt brusque dans les communications par poste et par voie ferrée les trouvait aussi peu disposées au combat, c'était une magnifique aubaine pour les audacieux qui rêvaient du léninisme intégral.

Le succès ne fut pas aussi grand que l'espéraient les meneurs. Les grévistes furent vite las. Le ministère eut l'habileté de mettre en avant l'autorité du Parlement qui seul avait les moyens de modifier l'échelle des salaires des employés de l'État. Les

« cheminots » se résignèrent à attendre les discussions de la Chambre.

Mais le gouvernement ne fut victorieux qu'en apparence ; il sortit très affaibli de cette épreuve. Peu de temps après cette première grève générale, les « cheminots » parlèrent d'en faire une autre : M. Nitti s'empressa, pour les calmer, de sévir contre les « jaunes » qui n'avaient pas suivi le mouvement de janvier.

Du reste, il n'était plus désormais de corporation qui ne décrétât la grève pour un oui ou pour un non. Les industries les plus importantes étaient tour à tour atteintes : tantôt la métallurgie, tantôt la verrerie, tantôt les fabriques d'engrais. Comme si le trouble n'était pas assez grand, les « colons » de Toscane, les métayers de Romagne et les ouvriers agricoles d'Émilie suivaient l'exemple que leur donnaient les ouvriers des villes. Les champs ne s'ensemençaient pas ; le bétail était laissé à l'abandon. On devine les conséquences pénibles que tout cela pourvait avoir sur la vie d'un pays qui n'avait de viande fraîche de bœuf que deux fois par mois, et qui était sévèrement rationné pour le pain et les pâtes alimentaires, base de son ravitaillement.

En Ligurie on avait noté un phénomène très inquiétant. Dans deux ou trois établissements de Sestri

les ouvriers s'étaient emparés d'usines fermées et avaient voulu les diriger, à la place des patrons : il leur avait été possible d'élire un « Conseil d'exploitation » (Consiglio di fabrica) analogue aux fameux « Conseils d'ouvriers » de la Russie soviétique. Les carabiniers y avaient mis bon ordre. Mais tout le monde savait qu'à Turin et dans plusieurs centres industriels du Piémont, des Conseils de cette nature fonctionnaient sans que personne osât protester.

Les partis politiques ne semblaient pas se rendre un compte exact de la gravité de la situation. Les socialistes officiels à tendance maximaliste y trouvaient leur compte ; ils encourageaient un peu partout la création de ces organismes que les ouvriers transformaient en véritables soviets... Et le gouvernement laissait faire.

C'était d'ailleurs une des caractéristiques les plus curieuses de ce moment politique : la tranquillité olympienne de l'État bourgeois devant toutes les manifestations de l'activité socialiste révolutionnaire. Lorsque se créèrent en Piémont les « Conseils d'exploitation », M. Einaudi, l'économiste du *Corriere della Sera*, fut un des rares à s'en émouvoir. Le *Resto del Carlino* (journal libéral de Bologne) ne trouvait, par contre, aucune objection à faire à leur développement.

Seul dans le parti socialiste, M. Turati se rendait compte des dangers d'un pareil gâchis. Il osait encourir la colère de l'*Avanti* et désapprouver, quoique socialiste, « cette longue chaîne de grèves, déclenchées sous tous les prétextes, et dont la seule conséquence était d'aggraver la situation, déjà difficile ». « Notre pays, disait-il à un correspondant américain, est encore loin d'avoir adopté cette discipline de travail qui, seule, peut rétablir l'ordre et la prospérité. La vérité est que les classes ouvrières n'ont plus la même puissance de travail qu'autrefois. En sorte que le péril réel pour l'Italie n'est pas la poussée révolutionnaire, mais le désordre économique qui peut encore augmenter si la production et l'exportation ne s'accroissent pas et si le peuple italien ne retrouve pas ses habitudes et ses qualités laborieuses d'autrefois. » Devant l'évidence des faits, M. Turati en arrivait à parler comme le conservateur Einaudi.

~

La répercussion de tous ces événements à la Chambre était lamentable. Le Parlement était presque toujours tumultueux et hurlant. Les socialistes unifiés s'y croyaient tout permis. Comme dans une discussion assez violente un député catholique réclamait pour les ouvriers de son parti les mêmes droits

que pour les ouvriers socialistes, ce fut brusquement une explosion de cris indignés : « Kroumirs! Krou mirs! » (en Italie les « kroumirs » sont les « jaunes », les lâcheurs). Les membres du parti populaire ne purent que réagir avec véhémence. Deux députés collectivistes descendirent alors des travées d'extrême-gauche et vinrent provoquer en combat singulier leurs collègues du Centre. Au bout de peu de temps, la mêlée devint générale. Ce furent des scènes de pugilat en règle ; Messieurs les députés se battirent et hurlèrent à l'envi. En vérité, on se serait cru dans un comice socialiste. A un certain moment on vit M. Maury s'affaisser, la figure ensanglantée. Le questeur, M. di Rodino, se précipita à son secours ; il arriva juste à temps pour se faire mordre au bras par un enragé socialiste. Et toujours le même refrain : « Kroumirs! nouveaux riches (*pescecani*)! » Durant cette séance, peu digne d'un Parlement, M. Turati restait figé à son banc. Il regardait sans comprendre. Lui, le théoricien vigoureux du socialisme italien, il se trouvait être le « compagnon » de ceux qui avaient déchaîné la bataille, du maximaliste Bombacci et de l'ancien forçat Barberis. C'étaient là ses disciples! Il ne les reconnaissait pas. Aussi les regardait-il avec tristesse et mépris. Et il sortit à pas lents, les laissant dominer dans cette pétaudière.

## CHAPITRE IV

### DE M. NITTI A M. GIOLITTI

*La question agraire. — La politique intérieure de M. Nitti — Sa faiblesse devant la « prepotenza » communiste. — Les deuxième et troisième ministères Nitti. — Retour de M. Giolitti au pouvoir.*

Pour comprendre une pareille effervescence, il faut se représenter la gravité de la question sociale en Italie. Au fond, l'Italie n'a pas encore fait son 89. La Constituante a créé chez nous la petite propriété paysanne, en détruisant ce qui restait du régime féodal, tandis qu'en Italie on en est encore, dans beaucoup de provinces, au régime du « latifondo ».

Le gouvernement de M. Nitti apporta d'ailleurs

un nouvel élément de trouble avec le fameux décret Visocchi (2 septembre 1919) qui donne aux paysans « le droit de s'emparer de toute terre insuffisamment cultivée ». On imagine aisément les abus auxquels ce décret put donner lieu. La crise agraire arriva à un état aigu.

L'application de ce décret divisa socialistes et catholiques, les socialistes voulant supprimer les grandes propriétés, pour les remplacer par une gestion coopérative, les catholiques voulant, au contraire, créer la petite propriété. Syndicats rouges et syndicats blancs étaient également en lutte. Si le gouvernement semblait trop favoriser les organisations agraires socialistes, les catholiques entraient aussitôt en fureur, et obligeaient M. Nitti à reconnaître les organisations blanches.

C'est en Sicile que le problème agraire était le plus difficile à résoudre. Une enquête qui avait été faite avant la guerre avait établi que sept cent quatre-vingt. sept personnes possédaient un tiers de la Sicile. C'était le régime du « latifondo » dans toute sa splendeur. Le grand propriétaire n'habitait pas sa terre, vivant à Rome ou à l'étranger. Son représentant auprès des paysans était le « gabelloto », personnage curieux — et détesté, type de l'usurier implacable, qui exploitait des sous-gabelloti, lesquels exploi-

taient à leur tour les paysans ; ceux-ci vivaient dans la terreur de ces intermédiaires antipathiques qui leur prêtaient de l'argent à des taux souvent fabuleux.

Ces grandes propriétés sont d'exploitation difficile. Le terrain sicilien manque d'eau et de routes ; la malaria sévit ; les paysans peuvent difficilement vivre en pleine campagne : de là ces grandes agglomérations du sud de la Sicile, qui sont très étendues, et d'où les paysans partent tous les matins pour leurs terres lointaines.

Or, une des conséquences de la guerre — et du décret Visocchi — fut cette fameuse invasion des terres, qui se produisit également dans le Latium et les Pouilles, et qui remplit d'épouvante le parti conservateur. Cependant, tous les hommes politiques la conseillèrent, depuis M. Vacirca, socialiste unifié, jusqu'aux catholiques, en passant par le réformiste M. Drago qui, durant la guerre, avait lancé l'appel fameux : « La terre aux paysans. » On vit des processions de paysans avec des drapeaux rouges ; on en vit avec des drapeaux tricolores ; on en vit beaucoup avec des bannières d'églises. Tout le monde était d'accord ; les anciens combattants étaient les plus ardents ; leur expérience de la guerre les avait dégoûtés de la tyrannie du « gabelloto » ; c'était là le grand ennemi. Ce que demandait le paysan sicilien

était simple et peu révolutionnaire : la disparition de cet intermédiaire gênant et méprisable, et la création d'un contrat direct avec le propriétaire.

Le gouvernement de M. Nitti était assez enclin à sanctionner les faits accomplis. Ceux qui avaient envahi les terres ne furent pas inquiétés. Les ministres intéressés — et le président du Conseil en particulier — comprenaient que l'organisation agraire de l'Italie était d'un autre âge et qu'il ne fallait pas s'opposer au grand mouvement de transformation sociale qui s'opérait ainsi. C'était le seul moyen d'éviter une révolution violente. C'est pourquoi, plus tard, des décrets furent rendus qui vinrent confirmer celui de M. Visocchi : le décret Falcioni (23 avril 1920) et le décret Micheli (21 octobre 1920) ; ce dernier autorisant l'occupation des terres incultes par une commission composée de propriétaires, de paysans, d'experts et de représentants du gouvernement. Il ajoutait même que les contrats passés avec le « gabelloto » pourraient être annulés.

Ainsi s'explique qu'il y ait eu en Italie d'innombrables agitations agraires et que ces agitations aient troublé profondément la vie du pays. En février 1920, les ouvriers agricoles de la province de Ferrare (plus de 60.000) se mirent en grève. En mars, ce furent ceux de la Lombardie, au nombre de 200.000. En

Émilie, les prolétaires du sol, ceux qu'on appelle les « braccianti », réclamèrent un salaire très supérieur et des garanties contre le chômage. En Toscane, où le système du métayage (*mezzadria*) est en vigueur, les colons voulurent la revision du pacte colonique. Un peu partout, on tendait au morcellement de la grande propriété. Ainsi que le disait le *Resto del Carlino* du 24 novembre 1920, « la grande propriété est le réservoir dans lequel on peut largement puiser pour satisfaire la faim de terre des paysans et leur grand désir de travailler. »

∾

Dans les campagnes cela n'allait donc guère mieux que dans les villes, mais c'était encore dans les chemins de fer que le désordre était le plus grand. Là, on vivait dans le royaume de la fantaisie. M. Marinetti aurait été directeur des services que les choses n'en auraient pas été plus mal. Grèves perlées, grèves des bras croisés, grèves de solidarité : les cheminots essayaient de tout, et toujours avec le même succès (puisque le gouvernement laissait faire). La politique de M. Nitti était, à ce point de vue, parfaitement décevante. Dès que les cheminots arrêtaient les trains quelque part, le président du Conseil déplaçait le

préfet et négociait avec les rebelles, en leur faisant des concessions. « S. M. il Ferroviere » était devenu le maître de l'Italie. L'organisme le plus nécessaire à la vie du pays était le plus pourri. Tous les problèmes de politique étrangère disparaissaient devant ce fait énorme : que les cheminots n'en faisaient qu'à leur tête, refusant de transporter tout matériel de guerre et tout corps de carabiniers. La « Babel des transports » donnait le spectacle d'un désordre inouï.

Le parti socialiste unifié tirait de cette situation lamentable tous les avantages possibles. Il faisait dans le pays une propagande effrénée ; il cherchait à conquérir (et il y réussissait en partie) les provinces méridionales qui lui étaient toujours restées hostiles. Dans la Lombardie on répandait de longues listes de souscription pour un emprunt communiste (25 lires l'action). Il y avait même des révoltes à Trieste et à Ancône qui prouvaient que certains des éléments de l'armée, eux aussi, étaient atteints.

L'*Avanti* devenait un des journaux les plus lus d'Italie, à la ville et à la campagne ; l'emblème des Soviets de Russie (la faucille et le marteau) était le signe de ralliement dans les réunions ouvrières et paysannes. Pendant ce temps, au Parlement, les cent cinquante-six députés collectivistes excellaient dans l'obstructionnisme. Ils en imposaient à leurs

collègues à tel point qu'ils réussissaient à empêcher toute discussion sur le « prix politique » du pain. L'État devait se résigner à perdre cinq milliards par an, parce qu'il avait peur des socialistes.

Au milieu de toutes ces difficultés, M. Nitti essayait de gouverner en parfait équilibriste, regardant tantôt à l'extrême gauche, tantôt vers les catholiques. Il semblait dire aux socialistes : « Ne vous gênez pas. Le gouvernement ne veut pas faire de peine aux ouvriers ; il leur paiera leurs journées de grève. Et si vous lui demandez de révoquer des « jaunes », il ne sera pas sourd à vos prières. »

~

Cependant sa politique intérieure commençait à le rendre assez impopulaire. Lorsqu'il revint de la Conférence de Londres, au début de mars, il trouva une situation ministérielle très embrouillée. Pendant son absence, le garde des Sceaux, M. Mortara, avait fait fonctions de premier ministre, et sa politique n'avait pas satisfait ses collègues. D'autre part, le ministre des Postes était attaqué avec violence. M. Murialdi, sous-secrétaire d'État au ravitaillement, était, de son côté, l'objet des plus vives critiques. « La barque gouvernementale fait eau de toutes parts », disait l'*Idea Nazionale* (29 février 1921).

L'absence de M. Nitti avait fait éclore une foule d'intrigues. « Aussi, concluait la *Gazzetta del Popolo* (26 février 1921), est-il très probable que M. Nitti, malgré son amour bien connu du pouvoir, remettra la démission du Cabinet même avant que le Parlement reprenne ses séances. »

Mais ce fut « l'amour bien connu du pouvoir » qui l'emporta. Le Cabinet de M. Nitti n'avait plus de majorité certaine ; il fallait en chercher une ; comme on ne pouvait pas s'appuyer sur les socialistes qui étaient irréductibles, le mieux était de songer aux catholiques. Ceux-ci étaient malheureusement divisés. Si M. Meda soutenait la thèse de la participation au pouvoir (même avec M. Nitti), d'autres y étaient hostiles : non seulement les extrémistes, amis de M. Miglioli (peu nombreux à vrai dire), mais un modéré lui-même comme M. Tovini. M. Nitti essaya donc de négocier avec les « populaires », et d'abord avec leur chef, Don Sturzo. Négociations qui ne purent aboutir, car les populaires voulaient une démission collective du Cabinet, et non un remaniement. Or, M. Nitti ne désirait qu'un remaniement.

Il se passa donc du concours des catholiques, les deux bases de son nouveau ministère étant la collaboration du vénérable et savant économiste, M. Luigi Luzzatti, et celle du jeune député réformiste

M. Ivanhoe Bonomi, grand ami de M. Bissolati.

La déclaration ministérielle (22 mars) fut ce qu'on appelle un « four ». Les applaudissements furent rares. Les catholiques restèrent silencieux et les socialistes interrompirent avec violence. Personne ne semblait satisfait ; et pourtant on donna une majorité à cet homme qui, visiblement, avait un goût extrême pour la présidence du Conseil.

Peu de temps après son « replâtrage », il essayait de rassurer les pays étrangers, son pays et de se rassurer lui-même, en publiant une « mise au point » officielle, qui était, somme toute, la défense de sa politique intérieure. « Au cours de ces derniers mois, disait-il, les grèves italiennes provoquées par la perturbation économique qui dérive de la guerre n'ont pas été plus nombreuses que dans les autres pays. Les mouvements ouvriers qui eurent lieu dans certaines villes et qui visèrent à s'emparer de la gestion des établissements les plus importants furent faussement interprétés comme des mouvements révolutionnaires, alors qu'il s'agissait seulement d'affirmer un besoin de réformes rendues nécessaires par le développement excessif de ces établissements. Le gouvernement étudie les modifications opportunes en vue d'organiser le concours du capital et du travail dans l'industrie nationale conformément à ces nouvelles exi-

gences. Dans l'ensemble, *la situation en Italie est aussi bonne, sinon meilleure que dans les autres grands États*. Les prévisions pour le plus prochain avenir sont très satisfaisantes ; le résultat du dernier Emprunt qui a atteint vingt milliards est une preuve de la capacité financière du pays et du patriotisme des classes possédantes ; d'autre part, les statistiques de la production agricole et industrielle, la reprise rapide des échanges démontrent ce que peut faire le peuple italien dans les œuvres de paix, et prouvent également qu'il est erroné de le croire épuisé par le magnifique effort qu'il a fait durant la guerre... Après *les « petits incidents »* (sic) *survenus les jours passés*, l'ordre règne partout et la vie du pays est normale. Toutes les nouvelles recueillies par les journaux et les agences sont donc sans fondement ; quelques-unes proviennent même d'une source suspecte. »

Avec cet optimisme officiel, très exagéré, contrastait étrangement le pessimisme de la presse libérale et conservatrice. Sans cesse le *Corriere della Sera* jetait des cris d'alarme. Le communiqué de la présidence du Conseil était à peine publié qu'il y avait grève générale à Turin, grève perlée chez les postiers, grève dans les manufactures de tabac ; partout on voyait les « cheminots » se solidariser avec les grévistes et interrompre leur service pendant plusieurs

jours ; les provinces italiennes étaient, ainsi, les unes après les autres, privées de communications avec le reste du pays. « L'État est faible, disait le *Corriere della Sera* (16 avril 1921) ; il traverse de dures épreuves et il oscille dans l'incertitude entre le respect du principe d'autorité et la transaction qui permet de surmonter l'obstacle. Mais la faiblesse d'un jour est amèrement payée le lendemain. *Certains de l'impunité, les employés des services publics ne connaissent plus aucune retenue ; le danger est grave.* »

Cela ne pouvait durer ainsi pendant longtemps. Le Congrès que le « parti populaire » avait tenu à Naples, du 8 au 11 avril, était arrivé à des conclusions formelles ; il avait déclaré la guerre — ou à peu près — au ministère Nitti. Et, en effet, un mois après, le 11 mai, celui-ci était renversé. M. Mussolini saluait sa chute dans le *Popolo d'Italia* en termes satisfaits : « Après dix longs, dix interminables mois de non-gouvernement (*sgoverno*), Francesco Saverio Nitti, l'homme néfaste est enfin frappé à mort, et liquidé d'une façon telle qu'il ne lui reste plus l'espoir de reprendre le pouvoir. »

M. Mussolini écrivait ces lignes le 12 mai ; et le 17 mai, M. Nitti était de nouveau appelé pour constituer le ministère. Le roi avait pressenti M. Bonomi qui avait dû refuser. M. Nitti, « l'homme néfaste »,

redevenait l'homme indispensable, puisque M. Giolitti, après une longue conversation de plus de deux heures avec le roi, avait refusé de prendre le pouvoir.

Le dénouement de la crise fut miraculeux. M. Nitti avait repoussé en mars le programme catholique ; il l'acceptait cette fois pour avoir l'appui des « populaires » ; ceux-ci, après avoir refusé de traiter avec M. Bonomi, donnaient leur collaboration à M. Nitti, en dépit des arrêts du Congrès de Naples, faisant preuve d'une versatilité extrême ou d'une grande inexpérience parlementaire. Pour la troisième fois, depuis quelques mois, M. Nitti réussissait donc, à la stupéfaction générale, à former un Cabinet.

Au lendemain même de la constitution du ministère, le *Giornale d'Italia* attaquait avec une rare violence l'homme chez qui la soif du pouvoir allait jusqu'à l'invraisemblable (23 mai 1921) :

« Un ministère de cet acabit devrait être renversé tout de suite par la Chambre, s'il y avait encore un peu de caractère et de dignité politique chez les libéraux et les démocrates, et s'ils avaient le moindre instinct de conservation. Avec un chef de gouvernement comme M. Nitti on va à la débâcle. A travers toute une série de renonciations, d'abdications et de faiblesses, on ne sauve pas l'État, on le désagrège. On ne redonne pas son assiette au pays ; on le cor-

rompt ; on n'élève pas le Parlement ; on l'humilie. M. Nitti pense : « Après moi le déluge » ; mais les Italiens, nous voulons l'espérer, ne pensent pas de la sorte. »

L'attente ne fut pas longue. Quelques jours après (le 9 juin), le troisième Cabinet Nitti était mis en minorité sur la question du prix du pain. Les intrigues de M. Giolitti n'avaient pas été étrangères à cette chute que l'*Epoca* qualifia de « foudroyante ».

∾

Tous les hommes politiques étaient usés. Un seul restait possible : celui qui avait gardé le silence depuis mai 1915, le chef des anciens neutralistes : M. Giolitti. « Celui qui aurait prédit, disait l'*Epoca* (11 juin), il y a un an ou seulement six mois, que M. Giolitti apparaîtrait aujourd'hui, non seulement au Parlement, mais au pays tout entier comme l'homme unique et nécessaire, se serait fait traiter de fou. »

C'est à cela qu'avait conduit la politique de l'homme qu'on appelait désormais « le mauvais berger ». Ce Napolitain, intelligent et fin, aimable et rusé, avait fait naître toutes les espérances, lorsqu'il avait succédé à M. Orlando ; espérances qui s'étaient

vite dissipées, pour faire place aux plus grandes déceptions. M. Nitti avait été pris à son propre piège ; il avait cru que l'habileté était la qualité essentielle de l'homme d'État ; il avait mis son point d'honneur à résoudre, en se jouant et en souriant, les situations les plus compliquées ; très souvent ses solutions avaient été bâtardes ; il avait voulu faire l'équilibriste; mal lui en avait pris ; la chute avait été rude.

Il laissait son pays dans une profonde crise sociale. On ne comptait plus les grèves ; le principe d'autorité n'était plus respecté par personne ; les Italiens clairvoyants envisageaient les pires catastrophes ; un Ferrero prévoyait la révolution totale. N'était-il pas pénible de voir des « cheminots » et des employés des postes se croiser les bras sous le prétexte le plus futile ? La politique de M. Nitti avait été une politique d'inertie ; les socialistes et les syndicalistes, ravis de l'inaction gouvernementale, en avaient fait de toutes les couleurs. Malgré la confiance qu'on pouvait avoir dans le bon sens du peuple, il était des moments où on se prenait à désespérer.



## CHAPITRE V

### LA RÉACTION BOURGEOISE : LE « FASCISME »

*Les débuts du ministère Giolitti. — L'occupation des usines. — M. Mussolini et le « Fascio ». — Les difficultés intérieures de M. Giolitti. — La liquidation de l'affaire de Fiume. — Ses conséquences.*

Lorsque M. Giolitti prit le pouvoir, la marche vers l'anarchie se faisait donc au pas accéléré. Elle ne pouvait pas s'arrêter brusquement. Au début, M. Giolitti dut faire des concessions. Et c'en fut une (assez dangereuse) que de laisser, pendant le mois d'août 1920, les ouvriers occuper les usines, sans appeler ni un gendarme, ni un soldat. On put croire, à ce moment-là, en France et dans les autres pays européens, que le président du Conseil italien était

d'accord avec les révoltés. C'était une erreur ; et on comprend maintenant quelle fut au fond la politique de M. Giolitti en août et septembre 1920.

Le député de Dronero avait deux espèces d'ennemis féroces : les nationalistes ou nationalisants, pleins d'admiration pour d'Annunzio, et les gros industriels, menacés de lourds impôts. Ces derniers essayèrent de le renverser ; et il semble que, pour réussir, ils n'aient pas hésité à favoriser les tentatives bolchévistes. On prétendit même que M. Nitti était dans la coulisse. Les banques ne restèrent pas inactives ; le duel engagé entre la « Banca commerciale » et la « Banca italiana di Sconto » se précisa. La « Banca di Sconto », fondée pendant la guerre avec le concours de capitaux français et anglais, soutint les ouvriers, ouvertement, et assez longtemps.

Mais M. Giolitti est un vieux lutteur. Lorsque l'occasion se présenta de montrer aux industriels et aux banquiers combien leur faiblesse était grande sans l'appui gouvernemental, il n'hésita pas. Les métallurgistes italiens, impressionnés par la mauvaise volonté croissante des ouvriers et par le despotisme des « Conseils d'exploitation », avaient décidé le lock-out ; comme représailles, les ouvriers avaient occupé les usines. Et M. Giolitti disait : « Je reste neutre. » Effroi des industriels qui comptaient sur les

carabiniers pour rétablir l'ordre. La lutte se poursuivit pendant des semaines. Le gouvernement restait impénétrable. L'expérience eût été désastreuse pour tout autre ministère que le ministère Giolitti. Un beau jour, le président du Conseil intervint ; et ce fut pour dire aux industriels : « Vous êtes à ma merci ; vous le voyez vous-mêmes, puisque vous êtes obligés d'accepter mes conditions. » Une des principales conditions de la paix fut le contrôle ouvrier dans les usines.

La majorité de la presse n'avait rien compris à cette impassibilité du chef du gouvernement qui, au moment le plus grave de la crise, avait pris le train pour aller respirer l'air frais de ses montagnes, à Bardonèche : « Nous roulons vers l'abîme, disait tous les jours le *Corriere della Sera.* »

Aussi M. Giolitti jugea-t-il nécessaire de justifier sa conduite. Il le fit quelques mois plus tard (en février 1921) dans un important discours prononcé à Montecitorio :

« Les événements actuels, dit-il, ne sont que la conséquence de la profonde transformation sociale qui a commencé en Italie il y a plus de trente ans. On vit la première manifestation de ce processus en Sicile en 1892, quand se créèrent les « fasci ». On eut tort de faire alors une répression violente, tout

comme en 1898 : la répression n'arrêta nullement la marche des événements : la logique sociale était inéluctable.

« De 1901 à 1908, comme ministre de l'Intérieur du Cabinet Zanardelli, je fis respecter entièrement la liberté de grève ; je considérais en effet, alors comme aujourd'hui, que la main-d'œuvre est une propriété inviolable.

« Les conséquences de cette politique furent incalculables : elle eut les plus heureux effets pour la classe ouvrière qui vit son bien-être s'améliorer dans de grandes proportions. Vint ensuite la grève générale de 1904, qui n'avait pas de motifs raisonnables, et qui ne dura pas.

« De 1904 à 1914 il y a eu un mouvement d'ascension continue du prolétariat. La guerre a accéléré ce mouvement. Les causes en sont faciles à diagnostiquer : ce sont les promesses exagérées faites durant la guerre, la propagande dans les tranchées, le spectacle scandaleux des immenses richesses accumulées par les spéculateurs. Tout cela nous a donné cet esprit de violence dont les conséquences ne doivent pas nous étonner. Le point culminant de la crise a été l'occupation des usines. Il était impossible d'empêcher cette occupation. Car où aurait-on trouvé les agents pour rétablir l'ordre dans la rue si on les avait

employés à garder les usines ? Faire une répression impitoyable, cela voulait dire inaugurer une période de luttes sanglantes pour une question de caractère économique. De toutes façons, l'occupation des usines a montré à la classe ouvrière que, dans les circonstances actuelles, elle ne pouvait pas diriger une usine. *Et ainsi le prolétariat a perdu ses illusions.* »

Telle fut la justification de M. Giolitti. En fait, un premier résultat de cet épisode pénible fut de faire sentir aux industriels tout le poids de l'autorité gouvernementale. La ploutocratie milanaise dut confesser, la rage au cœur, qu'elle avait trouvé un maître.

De leur côté, les socialistes unifiés, bien loin d'avoir « perdu leurs illusions », crurent avoir remporté une victoire éclatante. Ils en devinrent plus audacieux ; et on assista alors, pendant les mois de septembre et d'octobre, à une série de manifestations ultra-communistes. L'*Avanti* parlait beaucoup plus de ce qui se passait en Russie que des événements italiens. La tendance extrémiste devenait la plus forte. Le pauvre Turati n'était plus qu'un lamentable réactionnaire ; et Serrati lui-même était fort suspect de modérantisme. On adoptait les formules les plus simplistes : celles qui frappaient la foule ignorante.

Cependant M. Giolitti, après avoir donné une leçon aux industriels, songea à celle que méritaient

les communistes. Si ceux-ci avaient pu croire à la neutralité bienveillante du gouvernement, ils furent vite détrompés. On vit, en effet, M. Giolitti ordonner que la fête de la victoire, qui n'avait jamais été commémorée, fût célébrée avec le plus d'éclat possible le 11 novembre 1920. M. Giolitti réparait ainsi la grande faute de M. Nitti qui n'avait pas su magnifier la conduite de l'armée italienne. L'apothéose de la victoire fut donc l'œuvre du neutraliste de 1915. Les premiers stupéfaits furent les socialistes unifiés.

Ils furent encore bien plus étonnés lorsque se constitua pour les élections administratives le Bloc de l'Ordre, sous l'égide du gouvernement. Ils comprirent alors que la lutte allait être très dure pour eux, et qu'ils ne reverraient probablement plus les beaux jours du ministère Nitti.

Très habilement M. Giolitti fit d'abord voter les centres dont il était le plus sûr, afin d'impressionner ceux qui étaient douteux ou mauvais. Les conséquences furent assez bonnes. Cinq grandes villes : Naples, Rome, Florence, Gênes et Turin échappèrent au cauchemar d'une administration communiste. Seuls parmi les centres importants, Milan et Bologne eurent une municipalité socialiste révolutionnaire. Encore faut-il noter que Bologne ne conserva pas longtemps la sienne ; on nomma un commissaire

royal à la suite des événements sanglants qui se déroulèrent sur la place de la mairie le jour de l'élection du syndic ; dans la salle même où celle-ci avait lieu, un membre de la minorité libérale fut tué et un autre grièvement blessé par les balles des communistes.

Cette séance tragique, qui fut accompagnée d'une véritable bataille des rues entre « fascisti » et communistes, eut pour la propagande socialiste les conséquences les plus graves ; car, de l'instruction judiciaire, il ressortit que c'étaient les communistes qui avaient eu la plus lourde part de responsabilité. Les perquisitions faites chez les meneurs prouvèrent qu'il existait en Émilie, comme dans presque toutes les provinces du nord et du centre de l'Italie, une véritable organisation anarchiste qui n'avait que deux armes : la bombe et le revolver.

Les enquêtes des journaux mirent alors cette vérité à nu : que plusieurs provinces italiennes (en particulier celles de Ferrare et de Bologne) avaient été mises en coupe réglée par les communistes. Des faits invraisemblables se produisaient, tous les jours, en Émilie et en Romagne où s'exerçait l'intégrale dictature rouge. Les « capi leghe », c'est-à-dire les chefs des syndicats d'ouvriers agricoles, étaient tout-puissants ; et dans les zones où le prolé-

tariat agricole était très nombreux, le métier de propriétaire était le dernier des métiers. Il fallait montrer partout patte rouge ; en certains endroits on avait même institué des laissez-passer ou permis de circuler des syndicats communistes, des Bourses du travail révolutionnaires.

~

A ce mal on trouva un remède homéopathique : au coup de bâton on répondit par le coup de bâton ; au revolver par le revolver ; à la violence par la violence. Les *fascisti* se dressèrent devant les communistes. Les bourgeois décidèrent de s'enrégimenter, eux aussi, et de donner une leçon à ceux qui troublaient leur existence pacifique. Le noyau du *fascio*, ce furent les anciens *arditi*, et les étudiants auxquels vinrent s'ajouter des représentants de la moyenne et de la haute bourgeoisie. Un Romagnol ardent, interventiste de la première heure (et ancien socialiste unifié) prit leur tête : Benito Mussolini. Leur cri de ralliement fut celui des volontaires de Gabriele d'Annunzio dans les rues de Fiume : « Eia! Eia! Alalà ! » D'Annunzio devint l'inspirateur du fascisme.

Ce mouvement se présenta d'abord sans cohésion. Tous ceux qu'avait profoudément déçus

l'après-guerre, et que ne pouvait satisfaire le programme simpliste des communistes, désiraient « autre chose », un « État moins veule », disaient-ils. Ils voulaient en premier lieu qu'on respectât la victoire italienne, et le soldat italien qui l'avait remportée. Mais cela ne veut pas dire que le fascisme ait été nationaliste dans ses origines. Toutes les aspirations, tous les « sentimentalismes » coexistaient dans le « fascio ». Les classes moyennes, que la guerre avait ruinées, espéraient qu'il leur redonnerait l'aisance d'autrefois ; les patriotes lui demandaient une conception plus forte de l'idée de patrie ; presque tous avaient la haine du profiteur de guerre, et étaient disposés à le poursuivre sans pitié.

Mais bientôt ce côté « romantique » de l'agitation fasciste disparut. Il resta le côté social qui fut fatalement anticommuniste et antirévolutionnaire. Et ceux qu'abhorrait la majorité des fascistes se mirent à l'ombre de leur drapeau : je veux dire les gros industriels qui devaient leur fortune aux fournitures militaires. Les groupes fascistes devinrent alors des espèces de milices, destinées à protéger l'ordre établi. Leur programme fut le suivant : réduire à l'impuissance le parti communiste et les syndicats rouges. Il les poursuivirent surtout dans les campagnes où ils dirent aux paysans : « la terre doit ap-

partenir à celui qui mérite d'en être le propriétaire, et non à celui qui la vole. »

Dans les grandes villes et dans beaucoup de centres — même de peu d'importance — les fascistes s'organisèreut en véritables bataillons de l'ordre qui se réunissaient à l'appel des eomités exécutifs, abandonnant, s'il le fallait, l'usine et l'école, pour aller là où on les demandait. Ce mouvement, quelque peu inorganique dans ses tendances, arriva cependant à créer des organismes vigoureux, et des associations disciplinées qui finirent par s'imposer. Il n'eut pas de programme défini mais il sut entreprendre la lutte qui avait effrayé les partis libéraux en 1919.

La création de ces groupements bourgeois combatifs, formés de militants décidés à descendre dans la rue à la première occasion, transforma complètement le caractère de la politique intérieure italienne. Les chefs communistes reçurent en plusieurs endroits de remarquables volées de coups de bâton. Leur morgue s'en ressentit ; ils furent moins audacieux. Il leur arriva même de prêcher le calme. L'incendie de la Bourse du Travail de Bologne, perpétré par les fascistes désireux de se venger du guet-apens de Modène où plusieurs des leurs étaient tombés, n'eut pas les conséquences que l'on aurait pu craindre. La grève de protestation ne fut pas générale et ne dura

que vingt-quatre heures. Les députés communistes disparurent comme par enchantement, évitèrent de se montrer dans les endroits dangereux, et réservèrent toutes leurs violences pour l'enceinte de Montecitorio. La prudence leur était recommandée partout, car dès que paraissait un député communiste, on voyait arriver un bataillon de fascistes qui l'escortait au milieu des sifflets et des pétards. Les aventures du pauvre « onorevole » Bucco, député de Mantoue, et tête de turc des fascistes, devinrent bientôt légendaires dans toute l'Italie. Ceux de son espèce n'avaient plus qu'une ressource : c'était de se mettre sous la protection de ces « guardie regie » (gardes royaux) dont ils souhaitaient quotidiennement l'extermination. Le *Travaso*, journal satirique romain, représentait le député léniniste passant ses jours et ses nuits entre deux carabiniers. La peur du fascisme était pour lui le commencement de la sagesse.

Les socialistes, de leur côté, comprenaient que leur influence dans les campagnes diminuerait fatalement à la suite du partage des « latifundia ». Ils se plaignaient amèrement du mauvais résultat de ces invasions des terres mal cultivées qui, au lieu de créer la propriété collective, ainsi qu'ils le désiraient, étaient en train de créer cette grande force d'ordre : la petite propriété.

M. Nitti lui-même affirmait dans un article retentissant du 12 décembre (*Tempo*), qu'il n'y aurait pas de révolution sociale. « Je n'ai jamais cru, disait-il, à la possibilité d'un mouvement révolutionnaire en Italie. L'Italie est le seul pays du monde qui n'ait jamais eu de guerres de religion. C'est le seul qui, au cours de son histoire, n'ait jamais eu de véritable révolution. L'Italie, pays de civilisation ancienne, est prompte à s'enthousiasmer et à se décourager ; mais elle a toujours surmonté les crises les plus difficiles à cause de son admirable puissance d'adaptation. La monarchie italienne est solide ; elle est la plus démocratique d'Europe. Le peuple italien s'abandonne souvent à des manifestations bruyantes, mais elles sont beaucoup moins redoutables que dans n'importe quel pays. Vingt-six siècles d'histoire sont une garantie suffisante. Aucun peuple au monde ne peut présenter une garantie aussi forte contre la Révolution. »

∾

Les circonstances semblaient donc favoriser M. Giolitti. Il avait su se tirer habilement d'un très mauvais pas : l'occupation des usines. Les élections administratives avaient été un demi-succès. Il se for-

mait un peu partout des bataillons de l'ordre social : ceux du *fascio*. Et enfin l'adversaire de M. Giolitti, M. Nitti, disait que la révolution n'était pas à craindre.

Restait toujours un point noir : la question de Fiume. M.Giolitti avait réussi à résoudre assez honorablement le problème adriatique, à Rapallo. Les négociations et leurs résultats avaient déplu aux nationalistes et aux fascistes ; mais c'était déjà beaucoup que d'avoir pu enfin signer un traité italo-yougoslave.

L'accord signé, le gouvernement italien se trouva dans le plus grand embarras. Entre l'Italie et la Yougoslavie se dressait un gêneur, admiré de tous les fascistes : le *comandante* de la régence du Carnaro. Des sénateurs et des députés firent le pèlerinage de Fiume pour l'inciter à la conciliation. Il fallait éviter la guerre civile qui pouvait avoir les conséquences les plus désastreuses au point de vue intérieur. Mais il n'est personne que le « comandante » méprise avec autant de vigueur qu'un sénateur, si ce n'est un député. Les parlementaires s'en revinrent donc à Rome, la tête basse. Tous les journaux libéraux rappelèrent avec émotion le fameux « j'obéis » que Garibaldi télégraphia à Victor-Emmanuel du pays trentin qu'il venait de conquérir. D'Annunzio n'écouta ni presse, ni amis politiques, ni amis intimes ; au lieu de

« j'obéis », il répondit avec force : « je résiste ».

Ici se pose une grave question : le gouvernement fit-il tout ce qui était en son pouvoir pour amener d'Annunzio à traiter ? Dans un article important, le *Giornale d'Italia* émit quelques doutes à cet égard. Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que M. Giolitti fut très habile dans la façon dont il trancha le nœud gordien. Jusqu'au 23 décembre, tout était calme ; or, pendant quarante-huit heures, l'Italie fut privée de journaux — tout comme l'Angleterre, — à cause des fêtes de Noël ; le 26 au matin, elle apprit, stupéfaite, qu'une action militaire avait été entreprise contre la Régence du Carnaro, qu'il y avait eu des combats entre « l'armée régulière » du général Caviglia et « l'armée irrégulière » du « comandante ». L'impression fut très grande ; on parla de lutte fratricide. Nationalistes et « fascistes » prirent énergiquement parti pour d'Annunzio, pendant que les organes du gouvernement fulminaient contre « l'indiscipline » du poète-soldat. La *Tribuna* parlait d'une « simple opération de police qu'il fallait pousser jusqu'au bout ».

Comment expliquer l'attitude intransigeante du dictateur de Fiume ? Parce qu'il est un grand poête, Gabriele d'Annunzio se crut aussi un grand homme d'État. Il connaît admirablement l'histoire du Quat-

trocento italien, pleine d'aventures étonnantes : c'est beaucoup plus l'esprit du condottiere du XV^e siècle que celui de Garibaldi qui est passé en lui. Après avoir défié le gouvernement italien de le déloger de Fiume, il constitua autour de cette petite ville un État minuscule auquel il donna une constitution qui lui semblait le modèle des Constitutions et qui s'occupait de tout, même d'esthétique. Il voulut ensuite défendre son œuvre ; il devint le prisonnier des innombrables formules lancées dans les discours enflammés qu'il avait prononcés devant le peuple de Fiume. Ajoutons à cela la vieille haine du tribun de mai 1915 contre l'homme de Dronero, celui qu'il appelait souvent « le vieux bourreau lippu » (*vecchio boia labbrone*). D'Annunzio n'avait pas pardonné à Giolitti, ni Giolitti à d'Annunzio.

Lorsque le général Caviglia eut attaqué les positions avancées de Fiume, le « comandante » lança des proclamations vibrantes à ses « légionnaires » et au peuple italien : « Trompés par vos chefs, disait-il aux soldats de Caviglia, vous obéissez à l'homme sinistre qui n'a voulu ni la guerre ni la victoire ; vous voulez donner à l'histoire atroce d'Italie le Noël fiumain, le Noël de sang, le Noël d'infamie. Voici que nous arrive l'intimation brutale : il faut nous rendre ou bien c'est le bombardement. Nous combattrons toute la

nuit, et demain, à la première lueur du jour, nous espérons regarder face à face les assassins de la ville martyre. Ils auront tous la même face hideuse : celle du vieux bourreau lippu, qui de la Colline Viminale, ordonne le massacre à son bourreau maudit de Trieste. »

Nous citons ces quelques passages d'une des dernières proclamations de d'Annunzio pour donner une idée de l'état d'exaltation où se trouvaient le « comandante » et ses légionnaires. En Italie, nationalistes et fascistes n'étaient pas moins exaspérés.

Au bout de quatre jours de combats — heureusement assez inoffensifs — tout le monde était las d'une lutte inutile — les notables de Fiume demandèrent une trêve et tout se termina par un armistice en règle dont les clauses furent exécutées à la lettre. Les légionnaires quittèrent Fiume et vinrent grossir les rangs des fascistes dont ils constituèrent dès lors l'élément le plus ardent. Les admirateurs de d'Annunzio, unis à ceux de Mussolini, formèrent un parti important, essentiellement antisocialiste, et en même temps antigiolittien. Leur place allait être grande dans la politique intérieure de l'Italie.

Il n'était pas niable cependant que l'expédition de Fiume ne fût un succès pour la politique de M. Giolitti. En prononçant la dissolution des légions fiu-

maines, le président du Conseil avait contribué à mettre un peu d'ordre dans l'armée. Désormais, les socialistes ne pouvaient plus arguer de l'exemple « d'indiscipline » d'annunzienne pour faire dans le pays ce qu'ils voulaient. Ce qui s'était passé à Fiume était pour eux un avertissement. « N'essayez pas de ruser avec moi, semblait leur avoir dit M. Giolitti. Si demain vous essayez de vous révolter, je ferai contre vous, à Milan ou à Turin, ce que j'ai fait à Fiume contre d'Annunzio. »



# CHAPITRE VI

## COMMUNISME ET « FASCISME »

*L'affaire De-Nicola. — La question du prix du pain. — Episodes de la lutte entre communistes et fascistes. — La scission socialiste. — M. Giolitti entre les socialistes et les catholiques. — Les nouvelles élections.*

Malgré le succès relatif des élections administratives, et malgré la liquidation définitive de l'affaire fiumaine, le ministère Giolitti vivait très incertain du lendemain. Le Parlement était facilement boudeur. Le plus petit incident était exploité par les opposants qui devenaient de plus en plus nombreux.

M. Giolitti s'était décidé à reprendre, en la modifiant, la loi sur le prix du pain, qui avait été la cause

— occasionnelle — de la chute du ministère Nitti. Cette question était vitale pour les finances italiennes. M. Giolitti présentait un projet qui permettait, par une légère augmentation du prix du pain et par une série d'impôts, de faire disparaître le déficit annuel de cinq milliards, dû au « prix politique ».

Mais les socialistes unifiés, sous prétexte de défendre la classe ouvrière, ne voulaient pas entendre parler d'un semblable projet. Ils recoururent à un obstructionnisme méthodique dont le point culminant fut l'affaire De-Nicola.

M. De-Nicola, brillant député napolitain, avait été élu, malgré son jeune âge, président de la Chambre : car tout le monde (même ses adversaires politiques) rendait hommage à son tact et à son impartialité. Malheureusement ce Napolitain a l'épiderme sensible et c'est pourquoi il faillit mettre en danger la vie du ministère pour un futile incident de séance.

Le 11 décembre 1920, sur une menue question d'ordre du jour, on compta deux cent un votants alors que le nombre légal aurait dû être deux cents. Le fougueux communiste M. Bombacci trouva ces chiffres étranges et songea qu'il y aurait peut-être là une possibilité de chicane destinée à soutenir la politique d'obstructionnisme inaugurée par les socialistes unifiés. M. Bombacci se rendit au secrétariat

de Montecitorio aussitôt après le vote et constata que les comptes des secrétaires étaient faux, et qu'il n'aurait dû y avoir que cent quatre-vingt-seize votants, ce qui annulait le vote proclamé par le président de la Chambre, M. De-Nicola. M. Bombacci triomphait, et le parti socialiste unifié avec lui. Les résultats de l'enquête qu'il avait faite se répandirent très vite dans les couloirs. Les secrétaires coupables furent affolés : M. De-Nicola, qui n'était pour rien dans ce « pasticcio », fut désagréablement surpris ; il n'hésita pas une minute : il donna sa démission.

Cette décision stupéfia ses collègues. Immédiatement on chercha les responsables ; en un cas semblable, on a toujours la fâcheuse habitude de remonter très haut ; on aime à impliquer de hauts personnages dans ce qui n'est que l'étourderie d'un ou de deux scribes. Les socialistes unifiés furent unanimes à mettre M. De-Nicola hors de cause ; en revanche, ils émirent l'idée qu'un ou deux sous-secrétaires d'État pouvaient bien ne pas être étrangers à cette habile manière de fausser les scrutins.

Pendant deux ou trois jours, la question ministérielle fut agitée ; les journaux romains et milanais se demandèrent si M. Giolitti n'allait pas se retirer, de guerre lasse. Mais l'incident fut assez rapidement résolu. Il y eut une enquête. On reconnut la bonne

foi de ceux qui avaient été soupçonnés. La Chambre entière pria M. De-Nicola de retirer sa démission et il ne fut plus question de crise ministérielle.

~

Les difficultés, cependant, étaient innombrables. Les séances de Montecitorio devenaient des chefs-d'œuvre de violence. Qu'on lise le compte rendu de celle du 18 décembre : vacarme effroyable, pugilats, tumulte indescriptible au milieu duquel se dressait la haute stature du député catholique Di Rodinò, qui, d'une main herculéenne, séparait les combattants.

Dans le pays, on ne comptait plus sur l'intervention de la police pour rétablir l'ordre ; on faisait sa justice soi-même. D'un côté, il y avait les gardes rouges, et de l'autre, les « gardes blancs » du « fascisme ». Triste époque que celle où les luttes civiles se terminaient quelquefois par une lamentable chasse à l'homme. La période giolittienne devenait encore plus tragique que la période nittienne. Elle la dépassait même en violence.

Les journées les plus terribles furent celles de Florence en mars 1921. Qui aurait pu croire que le pays du « quieto vivere » dût devenir un champ de ba-

taille ? Cependant, ne nous étonnons pas trop et rappelons-nous les luttes violentes du XIVe siècle, l'audace du « popolo minuto », et le tumulte fameux des « ciompi ». Aujourd'hui, c'est dans les faubourgs que s'est éparpillé le « popolo minuto » florentin et les villages aux noms chantants : Rifredi, Sesto Fiorentino, Galluzzo, Tavarnuzze, sont des nids de révolte où règnent des exaltés qui n'ont d'autre emblème que le drapeau rouge et d'autre Dieu que Lénine.

Pendant que Trieste commençait à se soulever, et que les paysans des Pouilles menaçaient de s'insurger, Florence connut les tristes épisodes de la guerre des rues. Sans doute, la ville du Lys rouge pensa-t-elle qu'elle ne pouvait mieux célébrer le septième centenaire de Dante qu'en renouvelant les querelles des « Bianchi » et des « Neri » qui étaient, au temps d'Alighieri, d'implacables ennemis. Cette fois c'étaient les « Bianchi » et les « Rossi », les fascistes et les communistes. Leur haine n'était pas moins inextinguible.

Dimanche matin, 1er mars, la circulation dans les rues était parfaitement normale ; mais on voyait boutiques, cafés et cinémas hermétiquement fermés. La ville était en deuil ; on venait de lancer une bombe sur un cortège patriotique composé d'une centaine d'étudiants et d'étudiantes, accompagnés de quel-

ques pacifiques carabiniers. Deux morts et quatre blessés : tel était le bilan douloureux qui devait révolter la ville et provoquer une réaction extrêmement violente. La journés s'acheva dans un calme apparent. Mais dès le lendemain matin, on vit brusquement que c'était l'émeute. On apprenait que la veille, à la tombée de la nuit, quelques fascistes décidés s'étaient rendus au syndicat des « cheminots » (que dirigeait un communiste intransigeant, au nom prédestiné de Spartacus Lavagnini). Lavagnini était là; on lui brûla la cervelle : exécution sommaire qui ne peut s'expliquer qu'en des temps paradoxaux où les passions politiques ne connaissent aucun frein.

Connaissez-vous, sur la rive gauche de l'Arno, ce quartier ouvrier qui est aussi le repaire des apaches et des communistes : San Frediano ? Les étrangers qui s'y hasardent pour aller contempler les fresques de Masaccio au « Carmine » conservent, ineffaçable, le souvenir de loques pendues aux fenêtres, d'un intense grouillement d'enfants déguenillés et des femmes oisives assises sur le seuil de maisons sordides.

Les « gens » de San Frediano, apprenant la mort de Spartacus Lavagnini, lancèrent un défi aux fascistes : « Venez donc chez nous, si vous avez du courage. Et vous verrez comment nous vengerons notre

Spartacus. » Les fascistes relevèrent le défi. Le lundi matin ils pénétrèrent dans San Frediano ; ils y furent reçus à coups de revolver ; l'eau bouillante, les tuiles plurent sur leurs têtes. Ils ripostèrent. La fusillade crépita, de plus en plus intense. Alors la troupe et la police intervinrent, un peu tard... Toutes les rues étroites et tortueuses de San Frediano n'étaient plus que barricades. Et la lutte implacable commença, qui se poursuivit pendant deux jours : tous les quartiers ouvriers suivirent l'exemple de San Frediano. Le nom de Spartacus Lavagnini avait réveillé le « popolo minuto ».

Toute la journée du lundi, la fusillade ne cessa guère. On voyait passer de longs cortèges de camions surchargés de soldats prêts à faire feu, des convois d'autos blindées, des défilés d'artillerie. Au coin des rues, sur des terrasses, des mitrailleuses étaient braquées. Les ponts étaient barrés par des cordons de troupe et défendus par des canons.

Naturellement, grève générale et toutes maisons fermées. Les rues étaient désertes. La journée du mardi fut plus calme à Florence ; c'était dans les environs qu'on se battait. La foule était assez nombreuse dans les rues ; elle applaudissait les soldats qui passaient ; elle regardait canons et mitrailleuses. Les autos blindées circulaient toujours. La place

Victor-Emmanuel était impressionnante avec ses six canons et une nombreuse cavalerie ; même déploiement de forces un peu partout. Il y eut encore quelques batailles ce soir-là ; puis on annonça la fin de la grève. Le parti communiste baissait le ton... Sur tous les murs on lisait l'appel des députés socialistes demandant la reprise du travail, et la proclamation émue de l'archevêque.

La journée du 3 fut encore incertaine ; peu d'ouvriers avaient repris le travail, et la lutte continuait dans les environs de Florence. Mais les communistes ayant été battus, l'ordre finit par se rétablir.

Tristes journées ! Une jeune mère de vingt-trois ans tuée, son enfant dans les bras, comme elle fermait la fenêtre ; inoffensifs passants atteints par des balles perdues. Un lieutenant de vaisseau est déshabillé, bâtonné, poignardé et lancé dans l'Arno ; on s'est mis à quinze pour faire ce beau travail. Dans les quartiers ouvriers femmes et enfants se tenaient aux fenêtres ; toutes les minutes apparaissait un bras ; et un coup de feu était tiré sur les soldats qui ne pouvaient exercer de représailles sur des femmes et des enfants...

~

Pendant que fascistes et communistes se dispu-

taient ainsi la « piazza », M. Giolitti vivait au milieu des embûches. Le parti socialiste unifié ne cessait de lui en tendre. Heureusement la force de celui-ci commençait à diminuer, surtout depuis le Congrès de Livourne (fin janvier 1921) qui avait mis en présence les deux thèses, maximaliste et minimaliste. Les byzantines discussions de ce Congrès, entremêlées de coups de revolver, avaient abouti à une scission radicale entre communistes et unitaires. Les deux groupes se déclaraient l'un et l'autre fidèles à l'Évangile de Moscou : cette rivalité en faisait des ennemis féroces. En fait, les communistes seuls étaient d'accord avec la Troisième Internationale. Les unitaires, les membres de la G. C. T. surtout, étaient, dans leurs déclarations, d'une remarquable prudence. M. Baldesi, représentant de la C. G. T. au Congrès de Livourne, n'avait-il pas dit que « par suite du caractère italien et des conditions économiques du pays, une dictature copiée sur le modèle russe ne pourrait même pas durer quinze jours en Italie » ? Il avait même fait des déclarations d'une précision impitoyable sur le triste état des coopératives socialistes, « qui étaient au bord de la faillite et devaient soit disparaître soit demander des ouvertures de crédit au gouvernement » ?

Profondément divisés désormais, le parti socialiste unitaire et le nouveau parti communiste (avec, à sa tête, MM. Bombacci et Graziadei) se trouvaient pourtant d'accord sur un certain nombre de questions d'ordre général. Par un obstructionnisme forcené, ils avaient essayé de rendre impossible le vote de la loi sur le pain. Unitaires et communistes avaient parlé pendant des heures devant les bancs vides. Il avait fallu toute l'habileté parlementaire de M. Giolitti pour éviter le naufrage d'une réforme nécessaire.

Autre grave problème : celui de l'*esame di stato*. Ici ce n'était pas à M. Giolitti personnellement qu'on en voulait, mais à son ministre de l'Instruction publique, le philosophe très connu : M. Benedetto Croce. Depuis son arrivée au ministère, il avait entrepris de réformer l'Université italienne. Il voulait surtout réaliser ce que réclamait depuis longtemps le « parti populaire » : la création d'un examen analogue à notre baccalauréat, fait pour couronner les études secondaires et pour donner accès à l'Université. Il n'y a jusqu'à présent rien de semblable en Italie : les élèves des écoles secondaires d'État doivent simplement avoir obtenu, au cours de leurs années d'études, des moyennes suffisantes : ils entrent ainsi, automatiquement, à l'Université, sans avoir été sou-

mis à d'autres jugements qu'à ceux de leurs professeurs. C'est un évident privilège pour l'enseignement d'État ; il est naturel que de tout temps l'enseignement libre ait protesté et réclamé des sanctions plus justes et plus générales.

Le parti catholique avait exigé du ministère Giolitti le dépôt d'un projet de loi libéral sur « l'examen d'État ». M. Croce s'exécuta. Mais il s'attira aussitôt l'inimitié des partis démocratiques qui étaient persuadés que la création de cet examen établirait la liberté de l'enseignement dont ils étaient les adversaires déclarés.

La Commission de l'Instruction publique de la Chambre des députés s'étant prononcée contre le projet Croce, on vit le « bureau exécutif » du parti populaire se réunir d'urgence et voter l'ordre du jour suivant : « Etant donné que la décision prise par la majorité de la Commission de l'Instruction publique de ne pas accepter au Parlement la discussion du projet de loi Croce est d'une exceptionnelle gravité, le parti populaire estime nécessaire d'examiner à nouveau et d'une façon complète la situation parlementaire. »

Cela voulait dire tout simplement que si le ministère Giolitti ne posait pas la question de confiance à propos de l'examen d'État, le parti catholique passe-

rait à l'opposition : M. Meda et les autres « populaires » qui faisaient partie du Cabinet donneraient leur démission.

Au milieu de toutes ces difficultés, il fallait que M. Giolitti fût d'une prudence extrême pour éviter la culbute. Dans les premiers mois de 1921, sa préoccupation essentielle semblait être de faire des avances aux socialistes. De là le dépôt du projet de contrôle syndical dans les usines. Les commissions de la C. G. T. et des industriels n'ayant pu se mettre d'accord, le gouvernement avait demandé un rapport à chacune d'elles séparément ; il avait prié également les organisations catholiques d'exprimer leur opinion. Le projet de M. Giolitti (rédigé presque entièrement par M. Labriola, ministre du Travail) tenait compte de l'opinion de chacun et s'efforçait de concilier l'intérêt de tout le monde.

Le gouvernement italien ne voulait pas, à proprement parler, créer des conseils d'ouvriers dans les usines ; ce qu'il proposait, c'était pour chaque catégorie industrielle une commission dont les membres étaient élus par les ouvriers et les employés, d'après le système proportionnel. Bien entendu, ces délégués ne pourraient pas assister aux séances des Conseils d'administration, mais ils auraient le droit de connaître tout ce qui intéresse le fonctionnement des

usines appartenant à leur catégorie industrielle, tant au point de vue technique qu'au point de vue financier ; d'ailleurs le passé seul était de leur ressort, et non l'avenir.

A ces dispositions s'en ajoutaient d'autres qui concernaient le licenciement des ouvriers ; lorsqu'il s'agirait d'admettre ou de renvoyer des ouvriers, on n'aurait jamais à tenir compte des raisons politiques ou syndicales ; les patrons qui auraient besoin d'employés devraient s'adresser aux bureaux de placement. Enfin, plutôt que de licencier un certain nombre d'ouvriers, il vaudrait mieux diminuer le nombre d'heures de travail de tous les autres.

Telles étaient les lignes essentielles du projet gouvernemental qui prétendait mettre fin aux conflits du travail et du capital. Les uns y voyaient un « lavoro illuminato », destiné à pacifier les esprits. D'autres étaient tout à fait pessimistes et déclaraient que ces commissions de contrôle ne feraient qu'alimenter la guerre civile.

En tout cas, les socialistes unifiés y étaient hostiles. M. Giolitti ne pouvait les contenter. Il ne réussissait pas davantage à s'attirer les bonnes grâces des catholiques. Les fascistes, de leur côté, ne lui ménageaient pas les critiques violentes. Il n'avait pas de majorité certaine au Parlement. C'est pourquoi il eut bientôt

l'idée de recourir à de nouvelles élections pour s'en créer une. On ne parla bientôt plus que de la dissolution de la Chambre, décidée en principe dès le mois de mars, malgré une vive opposition. Le décret royal qui convoquait les Comices électoraux pour le 15 mai parut le 17 avril. Comme les élections de 1919, celles de 1921 devaient se faire au scrutin de liste avec représentation proportionnelle.



## CHAPITRE VII

### LES ÉLECTIONS DE 1921 ET LEURS CONSÉQUENCES

*Les partis en présence. — Programmes électoraux. — La bataille électorale. — Le rôle des fascistes. — M. Giolitti n'est pas victorieux. — Le ministère Bonomi.*

MÊME ceux qui connaissent à peine les questions de politique italienne savent que M. Giolitti est un habile faiseur d'élections. Il semblait que cette fois-ci encore il voulût mériter cette réputation. Le scrutin de liste avec R. P. était cependant d'une grande nouveauté pour lui, qui avait toujours gouverné avec le scrutin d'arrondissement. Mais il sut s'adapter. Il remania les circonscriptions électorales, unissant des provinces qui étaient jusqu'alors séparées, séparant des provinces qui étaient jusqu'alors unies.

Puis le grand travail consista dans l'élaboration des listes ministérielles qui devaient, dans l'esprit de M. Giolitti, former le bloc de toutes les forces anticommunistes et antisocialistes. Pour l'aider dans cette tâche difficile, le président du Conseil avait deux collaborateurs habiles : MM. Corradini et Porzio, ses sous-secrétaires d'État.

C'était, en effet, sous l'égide de la présidence du Conseil que se préparaient les listes de concentration libérale-démocratique. Quiconque voulait figurer sur une de ces listes devait demander le « bene placet » au ministère de l'Intérieur. Aussi, pendant plusieurs semaines, ne vit-on que candidats à la députation au Palais Viminal. Lorsque la Chambre italienne était élue au scrutin d'arrondissement, le candidat qui ne réussissait pas à obtenir l'appui gouvernemental pouvait faire cavalier seul ; mais avec le scrutin de liste et les circonscriptions de quinze, vingt et même vingt-cinq sièges, tout l'art du candidat consistait à trouver place dans la liste qui avait le plus de chances de l'emporter : la liste giolittienne. De là un déchaînement d'intrigues que bien des journaux déploraient.

En somme, M. Giolitti n'aurait voulu voir figurer dans le Bloc national que des giolittiens. Mais cela fut impossible. S'il fit écarter un Giretti, un Ferdi-

nando Martini, un Gallenga, qui furent de tout temps ses adversaires décidés, il n'osa pas se prononcer contre les « fascistes » sans lesquels le Bloc n'aurait été qu'une coalition pâle et sans force. Il fallut donc accepter dans les listes blocardes des noms comme ceux de Benito Mussolini, le chef du « Fascio », qui se rendit célèbre, en 1915, par ses invectives contre le chef des neutralistes.

Le « Blocco » qui devait comprendre tous les partis de l'ordre s'organisa partout où il y avait un fort parti socialiste ; c'est pourquoi la concentration se fit surtout dans le Nord et le Centre. Dans le Midi et en Sicile, il y avait beaucoup de circonscriptions où les socialistes étaient en minorité ; le Bloc ne s'imposait pas ; de là un émiettement des listes libérales ; dans la Basilicate il y avait la liste giolittienne et celle de M. Nitti ; la lutte était ardente, les partisans du président du Conseil mettant tout en œuvre pour anéantir la puissance de son ancien collaborateur, devenu son implacable adversaire.

Mais M. Nitti sut se défendre. Il fut le premier à lancer son programme électoral. Deux ans auparavant, étant premier ministre, il envoyait à ses « fidèles électeurs de la Basilicate » une lettre longue, pleine de chiffres et de belles considérations économiques. Il s'exprimait alors en sauveur du pays. Cette fois,

c'était un accusé qui parlait et qui devait se justifier. M. Nitti attaquait avec violence les mesures financières prises par le gouvernement de M. Giolitti, qui, d'après lui, avaient arrêté la production économique. « On m'a reproché, disait-il, de ne pas avoir su réprimer les rébellions communistes. Mais, faisait-il remarquer non sans à-propos, il n'y eut pas durant mon ministère de crise aussi grave que celle de l'occupation des usines. » Après tout, M. Giolitti ne semblait pas avoir mieux fait que lui ; et les instruments avec lesquels il avait pu gouverner (en particulier, le corps des « guardie regie »), c'était M. Nitti qui les avait créés. Celui-ci revendiquait avec fierté la paternité de toutes les réformes qui avaient consolidé la discipline de l'État.

De leur côté, les ministériels exposèrent le programme de l'avenir, énonçant, comme M. Labriola, quelques réformes sociales, ou comme M. Soleri, à Cuneo, plusieurs réformes économiques et financières, dont la principale était le retour à la liberté complète du commerce des grains.

∾

Parmi les autres discours-programmes, le plus intéressant fut assurément celui de Don Sturzo, le

créateur et le chef du « partito popolare ». Ce prêtre, sans aucun mandat législatif, avait dans son parti une position extrêmement forte ; il était significatif de le voir parler officiellement au nom des catholiques, plutôt que les ministres Meda ou Di Rodinò. Il défendit la représentation proportionnelle, la liberté de l'enseignement et exposa tout un plan de réformes nouvelles ; il préconisait la création de cinq grands conseils techniques qui déchargeraient le Parlement d'une bonne partie de sa besogne, lui laissant la seule fonction législative.

Autour de Don Sturzo, l'union s'était faite chez les catholiques ; ce parti avait réussi à atténuer ses divisions en réduisant l'importance d'une extrême-droite intransigeante et d'une extrême-gauche combative ; M. Miglioli lui-même avait consenti à se rapprocher des centristes, en sorte que le « partito popolare » formait un tout plus homogène que par le passé.

~

Quant aux socialistes unitaires, séparés des communistes, ils cherchaient visiblement à corser leurs listes, en les composant de noms connus et respectés ; une évolution insensible s'était faite dans les milieux

ouvriers, où l'on tendait désormais à considérer avec plus de sympathie les anciens réformistes, du type Prampolini ou Turati. En 1919, on ne s'était pas occupé de la compétence ou de l'intelligence des candidats ; certains collèges avaient vu des listes de candidats socialistes qui resteront mémorables ; on fut, en avril 1921, beaucoup plus circonspect ; et on n'hésita pas, à Milan par exemple, à présenter M. Caldara, ancien maire, détesté des communistes ; se sentant menacés, les « unitaires » faisaient appel à leurs têtes les plus solides.

Les élections se faisaient en grande partie contre eux ; d'un côté ils souffraient de la scission des listes communistes et de l'autre ils avaient à subir les attaques continuelles des fascistes ; car, dans leur élan, ceux-ci ne distinguaient pas un pacifique théoricien collectiviste d'un libertaire ; tout ce qui était socialiste était montré du doigt. Ce fut, en effet, le phénomène le plus caractéristique de cette campagne électorale : l'intervention constante des jeunes « gardes blancs », de la milice civique qui s'était créée quelques mois auparavant par réaction contre les excès communistes. Ils inaugurèrent en faveur du Bloc un système de propagande qui ne manquait pas d'originalité ; hissés sur des camions, ils allaient à travers les campagnes, créant des « fasci » locaux, im-

posant dans les communes à municipalité socialiste l'exposition du drapeau tricolore, et obligeant les communistes les plus notoires à crier : « Vive l'Italie » ; puis ils retournaient triomphalement en ville, rapportant comme trophées des lambeaux de drapeaux rouges. Malheureusement « l'expédition » tournait parfois au tragique ; les socialistes réagissaient avec brutalité ; il y avait des guets-apens communistes qui étaient suivis de représailles fascistes ; l'atroce épisode de Foiano, où il y eut onze morts, était une preuve de ce que les passions politiques avaient d'exaspéré.

A l'activité fasciste, les socialistes unitaires répondaient en menaçant de l'abstention totale aux élections, et de la démission en masse de tous les élus socialistes. Mais ce ne fut qu'une velléité passagère. L'ordre fut bientôt donné d'aller aux urnes et de voter avec discipline.

Soutenus par les fascistes, les libéraux-démocrates du « Bloc » avaient une confiance aveugle dans la victoire ; j'entendis, à la veille du scrutin, un nationaliste me dire que les socialistes ne seraient pas plus de cinquante dans la nouvelle Chambre. Les organes libéraux, comme le *Corriere della Sera*, avaient raison de mettre les partis de l'ordre en garde contre ce grand optimisme. Il ne suffisait pas d'avoir un pro-

gramme négatif : la lutte contre le socialisme, disait en substance le *Corriere*. Puisque les socialistes avaient un programme positif, le « bloc » devait, lui aussi, en avoir un, pour augmenter ses chances de succès. Mais, hélas ! les questions personnelles prenaient le dessus ; les principes et les programmes s'en allaient trop souvent en fumée.

~

Lorsque les socialistes se hasardaient à faire des pronostics avant le 15 mai, ils déclaraient qu'ils perdraient beaucoup de sièges. « Ce sera très beau, disait-on à la direction du parti, si nous revenons cent. » Ils revinrent plus de cent vingt ; le Bloc national fut très surpris de ne pas voir leur nombre réduit à soixante ou soixante-dix au plus. Malgré la campagne violente qu'on avait menée contre eux, les socialistes unitaires enregistraient un nombre de voix supérieur à celui de 1919 ; leur situation (bien qu'ils eussent perdu quelques sièges) était aussi forte qu'avant les élections ; on pourrait même dire qu'elle était presque plus forte ; car le bloc socialiste qui arrivait à Montecitorio était plus discipliné qu'auparavant ; d'abord il n'y avait plus de communistes (ceux-ci formaient, à la Chambre, un nouveau parti de quatorze

députés) : d'où plus de cohésion ; et en second lieu, la victoire éclatante de M. Turati et de ses partisans à Milan (M. Turati avait obtenu trois cent mille voix!) prouvait nettement que les masses ne voulaient pas de révolution violente ; le leader réformiste qui, pendant la précédente législature, était resté silencieux, allait redevenir le chef écouté des socialistes unitaires. Le succès de la tendance modérée était le fait le plus notable de ces élections. Aussi vit-on la presse discuter le problème de la participation des socialistes au pouvoir. Le « collaborationnisme » (qu'on nous pardonne cet affreux néologisme) faisait des progrès rapides.

Les catholiques (*popolari*) eurent, eux aussi, beaucoup plus de chance qu'on ne l'espérait. Ils semblaient très handicapés ; on les voyait coincés entre les fascistes et les socialistes. Les prévisions furent démenties, puisqu'ils étaient cent sept dans la Chambre nouvelle au lieu de quatre-vingt-dix-sept dans l'ancienne.

La situation est donc la même en 1921 qu'en 1920. Il y a à la Chambre deux groupes numériquement puissants : le groupe socialiste unitaire et le groupe « populaire ». Il faut gouverner avec l'un ou avec l'autre. Si tous deux passent à l'opposition, un ministère n'a qu'à s'en aller. Car rien n'est moins homo-

gène que le Bloc national. Le parti libéral démocratique comprend les éléments les plus divers : des socialistes réformistes, des nationalistes, d'anciens républicains (comme M. Colajanni), des libéraux de droite (comme M. Salandra), des fascistes et des nittiens. Le groupe nittien (de vingt-cinq à trente députés) est composé de parlementaires, qui ont à la fois de l'autorité et de l'habileté : MM. Beneduce, Giuffrida, Amendola et Torre. Il est, avant tout, antigiolittien.

Et les fascistes ? C'est un fait digne d'être noté, que dans les listes du Bloc ceux qui eurent la faveur des électeurs furent les nationalistes ou les fascistes. Le nationaliste Federzoni et le fasciste Bottai furent têtes de liste à Rome ; Mussolini, chef du « Fascio », eut une majorité écrasante à Ferrare ; il en fut de même pour le fasciste Chiostri à Florence. Presque partout les partis modérés donnèrent leurs voix, en premier lieu, à ceux qui s'étaient distingués par leur action et leurs discours anticommunistes.

Or, les fascistes n'étaient pas giolittiens. Les déclarations de M. Mussolini au lendemain des élections ne semblaient pas rassurantes pour le gouvernement : « Nous serons, disait-il, des adversaires du ministère Giolitti, non seulement pour des raisons de politique intérieure, mais aussi pour des raisons

de politique extérieure. Je pense que les élections ont donné tort à Giolitti, et que Giolitti ne représente pas et ne peut représenter les trois forces dominantes de la vie politique italienne : populaires, socialistes et fascistes. »

La sympathie des fascistes n'allait donc pas à M. Giolitti ; elle va encore moins à M. Nitti dont ils ne veulent à aucun prix. M. Mussolini déclare qu'il collaborera volontiers soit avec M. Salandra, soit avec M. Meda. Il fait donc preuve d'éclectisme ; et l'ardent Romagnol se souvient parfois d'avoir été socialiste ; il affirme que le programme social du « Fascio » est essentiellement démocratique, et qu'il est à la fois raisonnable et audacieux.

Fascistes et nationalistes étaient hostiles surtout à la politique extérieure du comte Sforza. Les « populaires », devenus, plus encore que dans l'ancienne Chambre, les arbitres de la situation, étaient intransigeants dans leur programme. Les nittiens restaient de vigoureux opposants ; et les « socialistes unitaires » ne semblaient pas encore disposés à soutenir un ministère bourgeois. Cette situation difficile explique la démission rapide du ministère Giolitti et l'avènement d'un ministère de transition : le ministère Bonomi.

# CONCLUSION

Depuis que M. Bonomi est au pouvoir, les socialistes et les fascistes ont continué leurs luttes périodiques. Le président de la Chambre, M. De-Nicola, essaya, au début du mois d'août 1921, de mettre fin à cette guerre civile en faisant signer aux uns et aux autres un accord de principe. Mais ce ne sont pas les dirigeants qu'il faut convaincre, ce sont les chefs des organisations locales. Les haines de personne à personne se calquent sur les haines de parti à parti. Même après l'accord De-Nicola, il y a eu des expéditions fascistes et des guets-apens communistes.

Cet état de choses trouble assez profondément la vie normale du pays. On a une impression très nette : il suffirait que les deux partis antagonistes missent

fin à leurs combats meurtriers pour que l'Italie reprît son essor d'avant la guerre. Elle a déjà fait des progrès rapides depuis la signature de l'armistice ; la vie y est beaucoup plus facile qu'en 1918 et 1919 ; il n'y a guère que ce point noir : le duel fasciste-communiste.

On peut espérer que ces haines politiques s'apaiseront peu à peu. La scission socialiste du Congrès de Livourne est extrêmement importante à ce point de vue. Les fascistes eux-mêmes finiront par se rendre compte qu'il vaut mieux transporter la lutte sur le terrain des idées. Ils rendirent les plus grands services quand la « prepotenza » communiste était arrivée au comble de l'impudence. Mais à présent les communistes ne sont plus que quatorze au Parlement ; les « socialistes unitaires » n'ont pas la même intransigeance qu'eux ; Turati fut un des plus ardents à déplorer les excès communistes.

Malheureusement ces luttes civiles, qui ont duré pendant des mois, ont laissé beaucoup de rancœur dans l'âme des combattants. C'est ce qui rend si difficile le métier de premier ministre. La tâche de M. Bonomi et de ceux qui lui succéderont sera très lourde. Il s'agit de pacifier les consciences. Il n'y a pas d'œuvre plus délicate.

Il s'agit également de trouver une majorité de

gouvernement. Un ami de M. Nitti, Francesco Ciccotti, proposa dans le *Paese* une combinaison ingénieuse : un ministère Nitti avec la trentaine de Nittiens, quelques libéraux dissidents, les catholiques et les socialistes unitaires. Mais nous n'en sommes pas encore là. L'impopularité de M. Nitti est trop grande. Actuellement le président du Conseil doit se contenter du Bloc national, qui est un bloc très disparate. Ce qu'il faut donc à l'Italie, c'est un homme énergique qui donne à ce bloc une forte cohésion en même temps qu'un programme sérieux, et qui restaure, enfin, dans tous les domaines, l'autorité de l'État qui fut si menacée au cours de la dernière législature.



## TABLE DES MATIÈRES



*Imprimé sur caractères spéciaux*
*des « Éditions Bossard »*

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE



# EXTRAIT DU CATALOGUE



Saint-Amand (Cher). — Imprimerie Bussière.